# INVESTIR AU CAMEROUN

Juin 2014 - N° 27

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

## Immobilier : des opportunités en béton

## Pétrole : doublement annoncé de la production en 2016

## Mota-Engil construira le chemin de fer Mbalam-Kribi

# IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

**www.camair-co.cm**

Camair-Co

*L'étoile du Cameroun*

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

# Entre la culture de la paix et le temps de la Coupe du monde

Je ne peux pas m'empêcher en écrivant cet éditorial de penser à l'événement sportif majeur de ce mois : la Coupe du monde de football Brésil 2014 ! Je commencerai d'abord par un vibrant : Allez les Lions ! En guise d'un attachement d'une nation, des peuples du monde à une sélection nationale, celle du Cameroun. Vous êtes incontestablement l'une des plus belles et fortes équipes de cette compétition de par votre homogénéité. De Samuel Eto'o fils à Eric Maxim Choupo Moting, en passant par Alexandre Song, Aboubakar Vincent, Nicolas Nkoulou… chacun de vous êtes des stars ! Parole de femme ! Soyez fiers de représenter le Cameroun et portez haut l'étendard frappé de l'étoile symbolisant l'unité du Cameroun. Ce pays si complexe, si attachant et si énigmatique à la fois !

En ce moment précis, je ne peux tout autant m'empêcher de penser à ces fanatiques d'un autre monde et à ces jeunes filles que l'on a kidnappées, au nom et au prétexte de quoi et de quelle religion ? Certainement pas au nom de l'islam qui prône la paix et la tolérance. Quand j'étais préadolescente, j'habitais dans un pays à majorité musulmane, ma grand-mère, avec laquelle j'ai partagé deux années de vie, lisait le coran, priait et respectait les cinq piliers de l'islam… Elle nous a aussi transmis cela. Mais avant toute chose, elle nous a transmis l'amour, le partage et la tolérance, qui sont d'abord et avant tout les bases de toute religion. Ces fondements cardinaux de l'islam se retrouvent en la nation camerounaise. La prise de position du chef de l'Etat, S.E.M. Paul Biya, lors de la réunion de concertation du 17 mai 2014 à Paris, sur invitation de son homologue français François Hollande et en présence de ses pairs africains et de la communauté internationale, dénote de sa détermination à préserver la paix au Cameroun, cette paix qui est le socle du développement économique et social.

Fort de cette garantie, le Cameroun déroule inexorablement son vaste programme d'habitat social, l'immobilier connaît un boum et une croissance palpables. La forte consommation en ciment est le signe du décollage économique et de ses effets induits. L'Etat du Cameroun, les partenaires financiers et locaux trouvent en l'immobilier une valeur sûre. Plus de 75 000 logements sont en projet de construction, le secteur est porteur, les investisseurs sont nombreux. Ainsi, le Cameroun se déploie sur tous les fronts pour améliorer la qualité de vie des populations et le climat des affaires. Le dynamisme du secteur bancaire local et l'engouement des partenaires financiers sont la preuve de cette embellie économique.

**INVESTIR AU CAMEROUN**

**Editeur**
Mediamania Sàrl
6, rue du Léman
1201 Genève - Suisse

**Directrice de la publication**
Yasmine BAHRI-DOMON
**Rédaction**
Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO,
Brice R. MBODIAM, Dominique FLAUX.

**Opérateur**
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL

**Régie publicitaire**
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

**Impression**
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne
**Distribution Cameroun**
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu
info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

# AU SOMMAIRE


06 • Casting

08 • Le chef de l'Etat camerounais « déclare la guerre » à la secte islamiste Boko Haram

10 • Immobilier : un filon en béton

11 • En 37 ans, le Crédit Foncier du Cameroun a financé la construction de 69 500 logements sociaux

12 • L'Etat met les bouchées doubles pour parachever son projet de 10 000 logements

12 • La Société Nationale d'Investissements veut créer une filiale dans l'immobilier

13 • 180 milliards de financements turcs disponibles pour des projets immobiliers

13 • Le Marocain Addoha construira 1300 logements sociaux et 26 villas à Yaoundé

14 • Deutsche Bank et un fonds suisse s'associent sur un projet de 40 000 logements au Cameroun

14 • Des banques locales au secours du logement social

14 • Haba Business Group veut également construire 10 000 logements

15 • 19 entreprises camerounaises et 145 produits admis au régime préférentiel de la Cemac

15 • Pour la Banque mondiale, l'éducation peut être une source de croissance pour le Cameroun

16 • Elara Capital Ltd envisage la construction de quatre hôtels au Cameroun

16 • L'Allemagne débloquera 56,7 milliards FCFA en 2014-2016 pour appuyer la décentralisation

17 • Un don japonais de 4 milliards FCFA pour le financement de microprojets

17 • Un prêt de 28,7 milliards FCFA de la Corée pour la construction de l'hôpital de référence à Garoua

18 • Greenpeace accuse Herakles Farms d'exploitation forestière illégale à travers une société écran

19 • 10 000 fours à réhabiliter pour améliorer le séchage et la qualité du cacao

19 • 500 000 tasses de café camerounais dégustées à l'occasion du Festicoffee 2014

20 • Le coton camerounais ne subira plus le diktat du marché américain

20 • Le Cameroun expérimente la technologie israélienne de l'irrigation goutte-à-goutte

21 • Une année rose annoncée dans la filière bois camerounaise

21 • La Semry va réhabiliter 7500 hectares de terres pour accroître sa production

21 • Le Cameroun lance un inventaire de sa production agropastorale

22 • Faute de projets matures, le Cameroun ne lancera plus d'emprunt obligataire en juin 2014

22 • La BDEAC et le Fagace lanceront bientôt deux emprunts obligataires à la Douala Stock Exchange

23 • Amity Bank mise en liquidation, en dépit d'une décision de la Cour de justice de la Cemac

23 • Le Sud-Africain Standard Bank lorgne sur le marché bancaire camerounais

24 • L'opérateur télécom Viettel Cameroun accusé d'importer massivement la main d'œuvre du Vietnam

25 • Des opérateurs mobiles camerounais et gabonais inondent le réseau équato-guinéen

25 • Camrail veut interconnecter ses gares voyageurs à la fibre optique, du nord au sud

26 • L'Etat camerounais et Actis officialisent la reprise des actifs d'AES dans le secteur de l'électricité

27 • Les subventions de l'Etat aux produits pétroliers atteindront 450 milliards FCFA en 2014

27 • Le pipeline Tchad-Cameroun ne fonctionne qu'à 50% de ses capacités optimales

28 • Le Cameroun lance la prospection de sources d'énergies renouvelables dans cinq régions

28 • La SNH projette un doublement de la production pétrolière en 2016

28 • Tower Resources veut aller au plus vite sur le pétrole du bloc Dissoni

29 • Le groupe Bolloré introduit les premiers bus électriques au Cameroun

29 • La SNH et Perenco ont achevé les essais sur les premières voitures au gaz naturel

30 • Lancement du processus de construction du barrage de Bini à Warak, d'une capacité de 75 MW

30 • Mise en eau provisoire du barrage de Lom Pangar annoncée pour septembre 2014

31 • C'est la société portugaise Mota-Engil qui construira le chemin de fer Mbalam-Kribi

32 • Standard Bank va mobiliser les financements

33 • La Socapalm annonce des bénéfices en hausse de près de 50% en 2013

33 • Les bénéfices de Safacam dégringolent de près de 40% à fin 2013

33 • Les pertes de la SEMC se sont accentuées en 2013, à 319 millions FCFA

34 • Alfred Forgwei Mbeng nommé DG du Chantier naval et industriel du Cameroun

# CASTING

## JAKOB SIDENIUS

Le 30 mai 2014 à Douala, le Danois Jakob Sidenius a été officiellement installé au poste de directeur général de Douala International Terminal (DIT), l'entreprise concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Douala, en remplacement de Neville Bisset. Jakob Sidenius vient de Cotonou, au Bénin, où il a notamment géré le terminal à conteneurs de ce port béninois présenté comme étant l'un des plus compétitifs en Afrique subsaharienne.
Mais avant Cotonou, le nouveau DG de DIT, qui est présenté comme un spécialiste de la gestion des terminaux à conteneurs, a fait ses armes à la tête des terminaux à conteneurs des ports du Havre, l'un des plus prestigieux de France, de Dunkerque (France), de Copenhague (Danemark), de Brigantine (Hong-Kong) ou encore de Nouakchott (Mauritanie). L'arrivée de Jakob Sidenius au terminal à conteneurs du port de Douala, a indiqué le PCA de DIT, le député Hamadou Sali, « *marque l'engagement de DIT dans une mue profonde* ».

## MARIO DE ZAMAROCZY

Au terme de sa mission au Cameroun, le 8 mai 2014, la délégation du Fonds monétaire international (FMI) conduite par Mario de Zamaroczy a vertement critiqué le décalage observé entre les recettes de l'Etat, qui sont « rares », et les dépenses qualifiées « d'osées ». Toutes choses qui mettent « *le budget sous pression. Il faut repenser le budget, question d'augmenter les recettes et, ensuite, face à la rareté des ressources, regarder ce qui est prioritaire dans la dépense* », a indiqué le chef de la mission du FMI.
Pour le FMI, les principales lignes budgétaires concernées par ces observations sont la subvention étatique à la consommation des produits pétroliers et les subventions aux entreprises publiques. L'on se souvient que depuis au moins deux ans, le FMI suggère invariablement au gouvernement de supprimer la subvention à la consommation des produits pétroliers, qui est passée d'environ 120 milliards de francs CFA en 2010 à 420 milliards FCFA en 2013.

## JEAN-PIERRE BIYITI BI ESSAM

A l'occasion de la célébration, le 17 mai 2014, de la 149ème édition de la Journée internationale des télécommunications et de la société de l'information, le ministre camerounais des Postes et des Télécommunications, Jean-Pierre Biyiti bi Essam, a annoncé la construction prochaine des premiers points d'échange Internet du pays dans les villes de Yaoundé et Douala, les deux plus grandes métropoles du Cameroun.
Sans indiquer le chronogramme des travaux et le coût des investissements, ce membre du gouvernement camerounais a confié que « *l'établissement des points d'échange Internet aux niveaux local, national, sous-régional et régional est une priorité si l'on veut régler les problèmes de connectivité, améliorer la qualité de service et réduire les coûts d'interconnexion* ».

## MARC SAMATANA

Le gouvernement camerounais vient de lancer deux appels d'offres internationaux, pour la fourniture d'un lot de 1000 tonnes de fil d'acier phosphaté pour l'emballage de ballots de coton, ainsi que pour la fourniture de douze ensembles camions polybennes et remorques pour le transport du coton à la Société de Développement du Coton (Sodecoton) que dirige Marc Samatana.
Les soumissionnaires de ces marchés devront verser des cautions respectives de 20 et 24 millions de francs CFA pour le marché de fourniture du fil phosphaté pour emballage et celui pour la fourniture de camions remorques. Les dossiers de soumission, quant à eux, sont attendus au Ministère des marchés publics au plus tard le 4 juillet 2014 (fil phosphaté) et le 17 juillet 2014 (camions remorques).

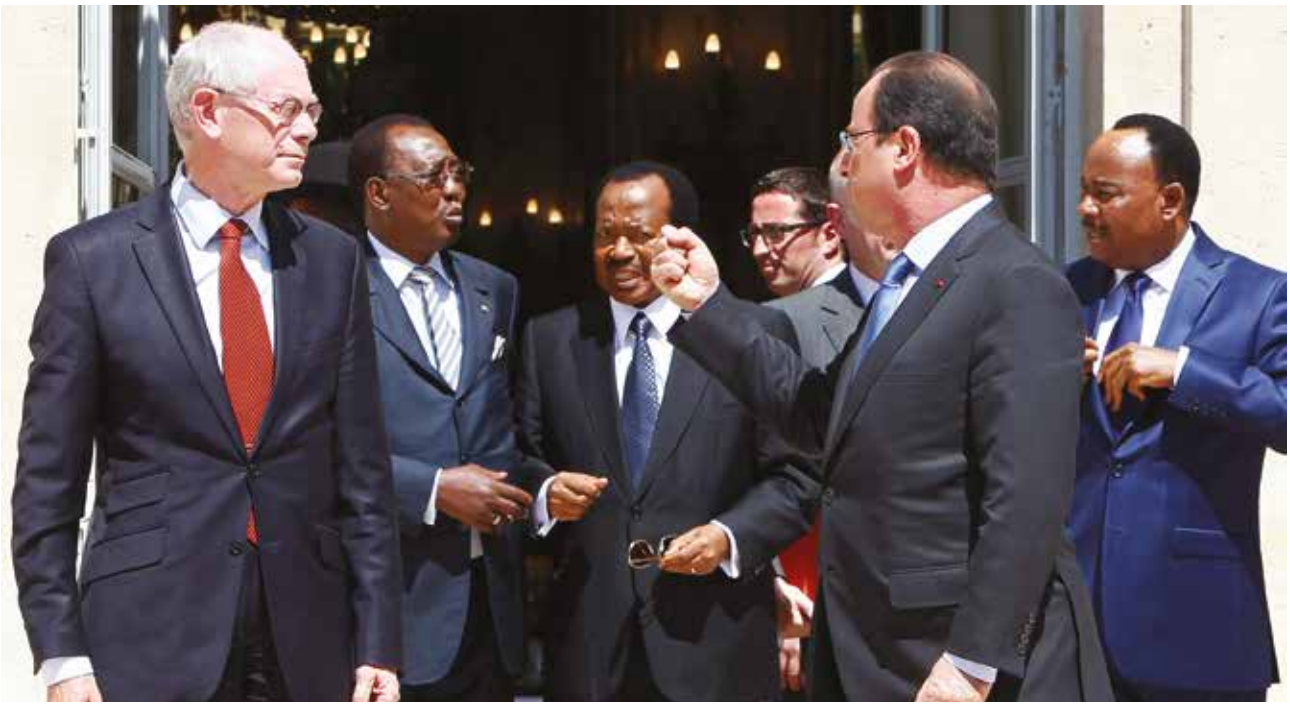
## OMER GATIEN MALÉDY

Dans le cadre du programme d'assainissement des circuits de commercialisation du cacao-café au Cameroun, l'interprofession de ces deux filières, le CICC, annonce que dès la prochaine campagne elle mettra des cartes professionnelles magnétisées à la disposition des exportateurs. « *Nous avons massivement investi dans les équipements* », confie Omer Gatien Malédy, le secrétaire exécutif du CICC.
Selon l'interprofession des filières cacao-café, cette innovation vise à limiter la vente frauduleuse des fèves et des cerises, qui biaisent les statistiques et paupérisent les producteurs. Dans cette pratique, apprend-on, excellent généralement des personnes parfois inconnues au fichier du CICC, mais qui falsifient souvent les cartes professionnelles instituées par cette organisation professionnelle afin d'identifier les vrais exportateurs des imposteurs.

## JEAN DAVID BILÉ

Le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, AES Sonel, récemment cédé au fonds d'investissement britannique Actis, a lancé le 27 mai 2014 un concours pour participer au choix du nom de la nouvelle société de production, de transport et de distribution de l'électricité au Cameroun, a annoncé l'entreprise dans un communiqué.
Baptisée « *Qui veut écrire l'histoire ?* », cette compétition lancée par l'entreprise que dirige encore Jean David Bilé est ouverte, apprend-on, aux clients, au personnel de l'entreprise, aux étudiants, aux professionnels du marketing et de la communication, qui doivent faire parvenir leurs propositions au jury au plus tard le 10 juin 2014. Selon les organisateurs, les propositions doivent « *rappeler un symbole ou une expression nationale positive, appartenir à notre patrimoine culturel, être courtes, dynamiques, faciles à prononcer et à comprendre, s'inscrire dans le long terme et montrer l'attachement au bien-être des populations* ».

# Le chef de l'Etat camerounais « déclare la guerre » à la secte islamiste Boko Haram



**Les présidents du Nigeria, du Cameroun, du Bénin, du Tchad et du Niger étaient conviés à l'Elysée le 17 mai 2014 par leur homologue français François Hollande pour une réunion de concertation à laquelle participaient également les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne. « *Nous sommes ici pour déclarer la guerre à Boko Haram* », a déclaré le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya.**

En enlevant plus de 200 jeunes filles et en menaçant de les soumettre à l'esclavage, le groupe terroriste nigérian voulait sans doute faire parler de lui. Il se pourrait que son objectif soit atteint bien au-delà de ses espérances. Le monde entier s'est ému du sort des jeunes prisonnières, qui a suscité une mobilisation internationale visant à mettre fin à ces exactions qui déstabilisent la première puissance démographique et économique du continent africain. Selon François Hollande, la réunion a décidé d'un programme d'actions qui comprend, entre autres, la surveillance des frontières, une présence militaire autour du lac Tchad et une capacité d'intervention en cas de danger. « *Boko Haram n'est plus seulement une organisation locale, son activité est devenue, à partir de 2009, celle de l'organisation d'Al-Qaida ouest et centre de l'Afrique* », a prévenu le président nigérian Goodluck Jonathan.

Selon François Hollande, la réunion a décidé d'un programme d'actions qui comprend, entre autres, la surveillance des frontières, une présence militaire autour du lac Tchad et une capacité d'intervention en cas de danger.

La présence de la secte islamiste Boko Haram au nord du Nigeria impacte sérieusement la sécurité dans la partie septentrionale du Cameroun, pays qui partage une frontière longue de 1500 km avec la première puissance économique africaine. De sources sécuritaires, fort de sa situation géographique avec le Nigeria, le Cameroun sert de base arrière à des membres de cette secte islamiste pourchassés par l'armée nigériane, et qui n'hésitent d'ailleurs pas à commettre des exactions sur le territoire camerounais.

### SUR LE FRONT SÉCURITAIRE

En témoignent les quatre enlèvements d'expatriés (sept membres de la famille Moulin Fournier en février 2013, le prêtre français Georges Vandenbeusch en novembre 2013, les deux prêtres italiens et une religieuse canadienne de la paroisse de Tchéré libérés en mai dernier, et les dix Chinois enlevés à Waza) enregistrés depuis 2013 dans

le septentrion camerounais, et qui ont été attribués à la secte islamiste nigériane. Selon le cabinet civil de la Présidence de la République du Cameroun, la participation du chef de l'Etat camerounais au récent sommet de Paris « *traduit, une fois de plus, l'engagement constant du Cameroun dans la recherche de solutions aux crises multiformes qui secouent l'Afrique* ». C'est à cet effet que, rappelle le cabinet civil, « *Yaoundé a abrité, du 24 au 25 juin 2013 le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, de la Cédéao et de la CGG sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée. Puis le président Paul Biya a activement pris part, du 6 au 7 décembre 2013 à Paris, au Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique.* » Par ailleurs, se souvient la même institution, « *plus récemment encore, lors du 4ème Sommet Afrique/Union européenne tenu à Bruxelles, les 2 et 3 avril 2014, le chef de l'Etat camerounais a fait deux importantes interventions axées sur la problématique de la sécurité en Afrique à la réunion sur la situation en République centrafricaine et pendant la séance de travail sur "la Paix et la Sécurité"* ».

**La présence de la secte islamiste Boko Haram au nord du Nigeria impacte sérieusement la sécurité dans la partie septentrionale du Cameroun.**

En enlevant plus de 200 jeunes filles et en menaçant de les soumettre à l'esclavage, le groupe terroriste nigérian a réussi à faire parler de lui.

## EXTRAIT DU COMMUNIQUÉ FINAL DU SOMMET DE PARIS

Les chefs d'Etat du Bénin, du Cameroun, de la France, du Nigeria, du Niger et du Tchad, ainsi que les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne ont participé le 17 mai 2014 à Paris à un sommet consacré à la sécurité du Nigeria. Ce sommet a permis d'intensifier la mobilisation régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme du groupe Boko Haram.
La réunion s'est conclue sur plusieurs décisions qui permettront de renforcer la coopération entre les Etats de la région, à la fois pour permettre la libération des jeunes filles enlevées, et plus largement pour lutter contre Boko Haram. Les partenaires présents (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) s'engageront à soutenir cette coopération régionale et à renforcer le dispositif international de lutte contre Boko Haram et de protection des victimes. Tous les Etats réaffirment leur engagement en faveur des Droits de l'homme, et en particulier de la protection des droits des jeunes filles victimes de violences, de mariages forcés ou menacées d'esclavage.

**Coopération régionale**
Le Nigeria et ses voisins développeront des capacités d'analyse et de réaction qui contribueront à renforcer la sécurité de toutes les populations et l'Etat de droit dans les zones affectées par l'action terroriste de Boko Haram.
Pour lutter contre la menace créée par Boko Haram, qui s'est dernièrement manifestée par plusieurs attentats meurtriers et par l'enlèvement de plus de 270 lycéennes, le Nigeria et ses voisins décident d'immédiatement :

**1. Sur une base bilatérale**
- Procéder à des patrouilles coordonnées dans un objectif de lutte contre Boko Haram et de recherche des disparues.
- Mettre en place un système de partage du renseignement afin de soutenir cette action opérationnelle.
- Mettre en place des mécanismes d'échange d'informations sur les trafics d'armes et renforcer les mesures de sécurisation des stocks des armées.
- Mettre en place des mécanismes de surveillance des frontières.

***2. Sur une base multilatérale***
- Mettre en place une cellule de fusion du renseignement.
- Instituer une équipe dédiée qui identifiera les moyens à mettre en œuvre et élaborera dans un second temps une stratégie régionale de lutte contre le terrorisme, dans le cadre de la Commission du Bassin du Lac Tchad.

Cette approche s'inscrit dans la logique du Sommet de la Commission du Bassin du Lac Tchad de 2012. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'UE coordonneront leur soutien à cette coopération régionale : expertise technique, programmes de formation, soutien à des programmes de gestion des espaces frontaliers.

# Immobilier : un filon en béton

**En Tunisie, avant que souffle le vent du Printemps arabe, le dispositif gouvernemental de promotion du logement social permettait de faire pousser 10 000 logements chaque année. Au Cameroun, ce même dispositif, constitué d'une société de construction (SIC), d'une banque de l'habitat (Crédit Foncier) et d'une entreprise d'aménagement des terrains (Maetur), n'a pas pu produire les mêmes résultats, décevant ainsi les attentes des pouvoirs publics.**

Depuis les indépendances, la Société Immobilière du Cameroun (SIC) revendique en effet un parc immobilier d'à peine 12 000 logements sociaux, dont près de 50% déjà vendus à des particuliers. Mieux encore, l'entreprise bras séculier de l'Etat dans le logement social s'est détournée de sa mission première, et s'investit désormais dans le logement haut standing, plus rentable, mais qui n'est pas à la portée du Camerounais moyen. Résultat des courses : le pays affiche officiellement un déficit estimé à environ 1,2 million de logements sociaux. Afin d'inverser la tendance, le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), la boussole pour le développement du pays sur le long terme, a prévu la construction de 10 000 logements en urgence à l'horizon 2015, et de mettre en place des mécanismes incitatifs permettant de dupliquer ce type de projet.

A un an de la date butoir, les nouvelles autour de ce projet sont peu reluisantes. Mais ces inquiétudes sont atténuées par la multitude de projets immobiliers annoncés dans le pays et portés par des investisseurs étrangers. Ceux-ci semblent avoir mesuré, à leur juste valeur, les opportunités que recèle le secteur de l'immobilier au Cameroun, où la pression du logement social est sans cesse croissante.

Même les banques commerciales montrent désormais des dispositions à vouloir jouer leur partition dans la promotion de ce secteur, non pas par magnanimité, mais certainement parce que l'investissement dans l'immobilier au Cameroun est porteur. Une réalité que la diaspora camerounaise tarde encore à intégrer, afin d'en tirer profit au moyen d'investissements massifs, un peu comme on le voit dans des pays tels que le Maroc, où les compatriotes vivant à l'étranger sont des acteurs privilégiés de la politique immobilière nationale. La porte pour l'importation de ce modèle au Cameroun demeure cependant ouverte.

Le pays affiche officiellement un déficit estimé à environ 1,2 million de logements sociaux.

**Les investisseurs étrangers semblent avoir mesuré à leur juste valeur les opportunités que recèle le secteur de l'immobilier au Cameroun.**

**Brice R. Mbodiam**

# En 37 ans, le Crédit Foncier du Cameroun a financé la construction de 69 500 logements sociaux

**Depuis sa création en 1977, le Crédit Foncier du Cameroun (CFC), la banque de l'habitat du pays, a octroyé des crédits d'un montant total de 261 milliards de francs CFA.**

Ces crédits ont permis de construire 69 500 logements et d'aménager plus de 15 700 parcelles constructibles, a appris l'agence Ecofin à l'occasion de l'inauguration, le 24 mai 2014, de l'immeuble devant abriter l'agence du CFC d'Ebolowa, dans la région du Sud-Cameroun. Cet état des lieux est loin d'inciter au triomphalisme, ainsi que le reconnaît le directeur général du CFC lui-même, Jean-Paul Missi. En effet, ce dernier confesse qu'au Cameroun « *l'offre en matière de logements sociaux est toujours largement en dessous des besoins exprimés ou réels* ». C'est à l'effet de satisfaire ces besoins de plus en plus croissants, a-t-on appris, que le CFC a récemment initié un vaste programme de promotion de ses offres de crédits en matière de logements sociaux.

**Le Crédit Foncier du Cameroun a récemment initié un vaste programme de promotion de ses offres de crédits en matière de logements sociaux.**

Le déficit en logements dans le pays est sans cesse croissant.

La banque de l'habitat du Cameroun est ainsi entrée en partenariat avec des institutions bancaires telles qu'Ecobank, afin de vulgariser ces offres aussi bien à l'intérieur du pays qu'auprès de la diaspora camerounaise. Le 3 mars 2014, le Crédit Foncier du Cameroun a signé avec le Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunal (Feicom) une convention pour l'ouverture d'une ligne de crédit de 10 milliards de francs CFA, afin de faciliter le financement des projets de construction de logements sociaux présentés par les communes camerounaises. Ce déploiement du CFC tient de ce que le déficit en logements dans le pays est sans cesse croissant. Selon les experts, malgré l'arrivée de promoteurs immobiliers et d'aménageurs privés dans le secteur, et en dépit de l'intérêt que manifestent de plus en plus certaines collectivités locales décentralisées pour la promotion du logement social, « seulement 50% de la demande est satisfaite ». La faute, apprend-on, à la cherté des matériaux de construction, à l'accès difficile et onéreux à la propriété foncière, devenus autant d'obstacles infranchissables pour une population au pouvoir d'achat relativement faible.

## LA NORMALISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX AU CAMEROUN EST LANCÉE

L'Agence des normes et de la qualité (ANOR) a organisé le 10 octobre 2013 à Yaoundé, la capitale du pays, un atelier sur l'homologation des normes en matière de construction de logements sociaux au Cameroun. Il s'est agi, a-t-on appris, d'échanger sur les attentes des différents acteurs (gouvernement, entrepreneurs, sociétés immobilières, etc.), afin d'élaborer les 30 normes prioritaires à respecter au cours du vaste programme de construction de logements sociaux à réaliser dans le pays par des entreprises chinoises.

L'élaboration de ces normes, indique-t-on à l'ANOR, incombe au Comité technique spécialisé-programme chinois (CTS-PC), dont les travaux ont été officiellement lancés en marge de l'atelier du 10 octobre 2013. Une fois élaborées, ces normes seront non seulement implémentées dans le cadre du programme chinois susmentionné, mais aussi dans tous les projets de construction de logements sociaux à venir.

# L'Etat met les bouchées doubles pour parachever son projet de 10 000 logements

Une commission présidée par Marie-Rose Dibong, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Habitat du Cameroun, a déjà permis de mettre en vente les 1675 premiers logements sociaux déjà disponibles à Olembé, dans la banlieue de la capitale camerounaise, et construits dans le cadre du projet gouvernemental de 10 000 logements à l'horizon 2015. Ladite commission, mise en place en mai 2013, avait pour mission d'arrêter et de proposer au gouvernement les modalités d'éligibilité des bénéficiaires de ces logements. Mais cette étape importante de ce vaste projet gouvernemental, qui intègre également l'aménagement de 5000 parcelles constructibles sur le territoire camerounais, ne parvient pas encore à dissiper les inquiétudes autour du projet. En effet, les autorités camerounaises auraient dû livrer les 1500 premiers logements depuis 2010, selon le chronogramme initial. Or de nombreux retards ont jonché la marche du projet, notamment l'absence de financements exprimée par les opérateurs économiques auxquels les marchés ont pourtant été attribués. Finalement, afin de tenir son engagement de construire 10 000 logements sociaux à Yaoundé (Olembe) et à Douala (Mbanga-Bakoko) d'ici à fin 2015, l'Etat camerounais, qui s'est tourné vers des partenaires étrangers (chinois et espagnols), fait feu de tout bois depuis plusieurs mois. Au cours d'une récente descente des responsables du Ministère de l'habitat sur le terrain, l'on a pu constater que les ouvriers de l'entreprise espagnole Coffor s'affairent sur le site d'Olembe. Ils devront livrer 640 logements d'ici un an. Alors que l'entreprise chinoise Shenyeng, qui est également à pied d'œuvre à Olembe, devra construire 1800 logements.

# La Société Nationale d'Investissements veut créer une filiale dans l'immobilier

La directrice générale (DG) de la Société Nationale d'Investissement (SNI) du Cameroun, Yaou Aïssatou, a publié le 21 avril 2014 un appel à manifestation d'intérêt en direction des « *consultants spécialisés* », en vue des préqualifications pour une mission de conseil relative à la « *structuration de la filiale immobilière de la SNI* », entreprise qui fait office de bras séculier de l'Etat camerounais dans l'entrepreneuriat public. Porteuse des actions de l'Etat du Cameroun dans plusieurs entreprises aussi bien privées que publiques dans le pays, explique Mme Yaou dans le document susmentionné, la SNI « *envisage de réaliser des investissements immobiliers dans les villes de Yaoundé et de Douala, afin de développer son activité immobilière, de valoriser son patrimoine foncier et de mieux gérer le parc existant* ». Les consultants intéressés par cette offre avaient jusqu'au 12 juin 2014 pour déposer leurs dossiers de soumission à la Direction des opérations immobilières de la SNI à Yaoundé. La filiale immobilière de la SNI en gestation trouvera dans le secteur de l'immobilier une autre entreprise publique, à savoir la Société Immobilière du Cameroun (SIC), qui a construit environ 11 000 logements seulement depuis les indépendances, contribuant ainsi à creuser le déficit en la matière dans le pays.

# 180 milliards FCFA de financements turcs disponibles pour des projets immobiliers

Selon Omer Faruk Dogan, l'ambassadeur de Turquie au Cameroun, les investisseurs turcs du secteur de l'immobilier et des infrastructures sociales ont réservé une enveloppe d'un montant total de 360 millions de dollars, soit environ 180 milliards de francs CFA, en vue de la réalisation de projets au Cameroun. L'ambassadeur turc a fait cette révélation au sortir d'une récente audience avec le ministre camerounais du Développement urbain et de l'Habitat, Jean-Claude Mbwentchou.

Le diplomate turc, qui souhaite que « cette année 2014 soit l'année de réalisation » des projets immobiliers envisagés par les opérateurs

économiques turcs avec le concours du gouvernement camerounais, soutient par ailleurs que « *sur les 200 meilleures entreprises de construction de logements et infrastructures sociales (au monde, ndlr), les multinationales turques comptent parmi les 30 premières* ».

L'on se souvient que du 25 au 28 mars 2013, le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, avait conduit une mission économique en Turquie. Au terme de cette expédition, le ministre du Développement urbain et de l'Habitat avait annoncé avoir conclu un accord de construction de 8000 logements sociaux au Cameroun avec des investisseurs de la 14ème puissance économique mondiale. Selon les pouvoirs publics camerounais, le secteur de l'immobilier est le pilier sur lequel il faut pouvoir s'appuyer pour accroître le niveau de la coopération économique avec la République de Turquie.

# Le Marocain Addoha construira 1300 logements sociaux et 26 villas à Yaoundé

Selon l'ambassadeur du Royaume du Maroc au Cameroun, Lahcen Saile, le groupe marocain Addoha, spécialisé dans les matériaux de construction, va bientôt lancer dans la capitale camerounaise un projet de construction de 1300 logements sociaux et 26 villas. Le diplomate marocain n'a pas précisé le coût de ce projet, qui va permettre à Addoha de consolider sa présence au Cameroun. En effet, ce mastodonte marocain des matériaux de construction a déjà mis en place une usine de production de ciment dans la zone industrielle de Bonabéri, à Douala, la capitale économique camerounaise. Cimaf (Ciments de l'Afrique) est opérationnel depuis le mois de février 2014, avec une capacité de production initiale estimée à 500 000 tonnes de ciment par an, extensible à un million de tonnes. Cette nouvelle cimenterie est surtout venue mettre un terme au monopole du Français Lafarge, à travers sa filiale Cimencam, sur le marché du ciment dans le pays, monopole qui aura duré près de 50 ans. Mais en plus de Cimaf, le Cameroun va bientôt s'enrichir d'une nouvelle unité de production de ciment, celle du milliardaire nigérian Aliko Dangoté. Les populations et autorités publiques mettent beaucoup d'espoir dans l'arrivée de ces

opérateurs, afin qu'ils catalysent la baisse des coûts de construction de logements dans le pays, notamment au moyen de la réduction du prix du sac de ciment.

# Deutsche Bank et un fonds suisse s'associent sur un projet de 40 000 logements au Cameroun

Reçus le 5 mars 2014 par le ministre camerounais du Développement urbain et de l'Habitat, Jean-Claude Mbwentchou, des responsables de Vital Capital Fund, un fonds d'investissement suisse, ont annoncé avoir conclu un accord avec la Deutsche Bank en vue d'assurer le montage financier d'un projet de construction de 40 000 logements sociaux au Cameroun. L'on se souvient que l'Etat camerounais et ce fonds d'investissement avaient signé le 10 octobre 2013 à Yaoundé une convention à ce sujet, laquelle prévoyait notamment la construction des 40 000 logements, par tranche de 5000, dans certaines villes du Cameroun.

Le point de départ de ce partenariat entre le gouvernement camerounais et Vital Capital Fund fut une audience accordée à la présidence de la République le 19 mars 2013 à Eytan Stibbe, le fondateur de ce fonds d'investissement. Au sortir de cette audience, ce dernier avait indiqué que Vital Capital Fund dispose d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars (environ 250 milliards FCFA) afin de conduire des projets d'investissements en Afrique subsaharienne.

# Des banques locales au secours du logement social

Accusées de ne pas financer l'économie nationale malgré la surliquidité ambiante, les banques camerounaises voient pourtant en l'immobilier, notamment le logement social, un filon intéressant pour leurs placements. C'est ainsi que, par exemple, une convention d'un montant de 6 milliards de francs CFA a été signée entre le Ministère des finances et trois banques locales pour le financement de la construction de 560 logements sociaux par l'entreprise espagnole Coffor.

Dans la cagnotte, a-t-on appris, Ecobank a mis 2,5 milliards FCFA, Afriland First Bank 2 milliards FCFA, et BGFI Bank 1,5 milliard. Ce prêt syndiqué de trois ans sera décaissé en deux phases : 2,5 milliards FCFA pour le démarrage des travaux, et par la suite 3,5 milliards FCFA. Ce partenariat public-privé est nécessaire pour résoudre le problème de logement social au Cameroun, d'après Alamine Ousmane Mey, le ministre des Finances.

En plus de délier les cordons de leur bourse, les banques camerounaises excellent désormais dans la promotion de produits en rapport avec le financement de l'immobilier dans le pays. Il en est ainsi de Bicec Immo, un produit qui permet aux clients de cet établissement bancaire de bénéficier de financements pour leurs projets immobiliers.

# Haba Business Group veut également construire 10 000 logements

Le 25 avril 2013 dans les services du Premier ministre camerounais, Philémon Yang, le groupe qatari Haba Business, représenté par Thomas David Coyne, et le ministre camerounais du Développement urbain et de l'Habitat, ont procédé à la signature d'un mémorandum d'entente en vue de la construction de 10 000 logements par Haba Business Group dans les dix régions du Cameroun. Les travaux devraient durer trois ans.

C'est le premier acte concret de la visite de prospection des investissements que ce groupe qatari a effectué en territoire camerounais entre le 22 et le 27 avril 2013, sous la conduite de son président Hassan Ali Bin Ali. Au cours des audiences que lui ont accordé certains membres du gouvernement camerounais, le président du groupe qatari, en dehors de projets immobiliers, a clairement révélé plusieurs autres projets que Haba Business Group souhaite développer au Cameroun. Il s'agit, par exemple, de la construction d'un aéroport international à Douala et de l'exploitation de l'or dans la région de l'Est.

# GESTION PUBLIQUE

## 19 entreprises camerounaises et 145 produits admis au régime préférentiel de la Cemac

Le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a annoncé le 30 avril 2014 que le Conseil des ministres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) a accordé l'agrément au régime préférentiel de la Cemac à 19 entreprises camerounaises pour un total de 145 produits. Lesdites entreprises, a indiqué ce membre du gouvernement, ont officiellement reçu leurs agréments le 2 mai 2014 au cours d'une cérémonie organisée à Yaoundé.

Selon le Ministère du commerce, « *au travers du régime préférentiel de la Cemac, les entreprises concernées bénéficient, pour ces produits, d'un accès sans entrave sur les marchés de l'ensemble des pays membres de la Cemac, améliorant ainsi, de manière significative, leur compétitivité dans un contexte de compétition accrue* ».

Pour le gouvernement camerounais, cette nouvelle est considérée comme une étape décisive dans la politique de promotion des produits made in Cameroon sur les marchés extérieurs. Notamment dans l'espace Cemac, qui compte six pays, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République centrafricaine.

### LISTE DES ENTREPRISES AGRÉÉES

- Colgate Palmolive Cameroun (savon, pâte dentifrice)
- Alubassa (ustensiles de cuisine en aluminium)
- SCR Maya (huile raffinée)
- Socatral (tôles en aluminium)
- Sitron
- Chococam (chocolat et confiserie)
- Azur (savon et détergent)
- Socafer
- Unalor (buchettes d'allumettes)
- Sofavinc (vin)
- Sicalia
- Semme Mineral Water (eau minérale)
- Nouvelles parfumeries Gandour (produits cosmétiques)
- Nestlé Cameroun (lait et arômes pour cuisine)
- New Foods (Biscuits, chocolat, sucre)
- Ndawara Tea Estate (thé)
- Cameroon Tea Estate (thé)
- Air Liquide
- Les grands complexes chimiques d'Afrique

## Pour la Banque mondiale, l'éducation peut être une source de croissance pour le Cameroun

Selon la Banque mondiale, il sera difficile pour le Cameroun de devenir un pays émergent à l'horizon 2035, tel qu'envisagé par les autorités du pays, eu égard au retard accusé dans ses prévisions de croissance jusqu'ici. En effet, fait remarquer l'institution financière internationale dans la dernière édition de ses cahiers économiques sur le Cameroun, « *le taux de croissance moyen observé de 2010 à 2013 dans le pays est de 4,1%, soit un point de pourcentage en dessous des cibles de la Vision 2035* ».

Pour renverser la tendance, « *rattraper ce retard et atteindre les objectifs officiellement fixés pour 2020, il faudrait un taux de croissance annuel de 9,5% sur la période 2014-2020, à comparer aux 4,8 à 5,4% établis dans les projections de la Banque mondiale. Cette situation appelle une attention renouvelée aux sources de la croissance au Cameroun. Compte tenu de l'impact important de l'éducation sur la croissance à long terme, une révision des sources de la croissance devrait commencer par regarder la qualité du capital humain* », analyse la Banque mondiale.

A l'appui de sa recommandation, l'institution de Bretton Woods révèle que « *les théories de la croissance endogène ont été testées au cours des trois dernières décennies dans un grand nombre de pays et ont confirmé que le capital humain joue un rôle essentiel dans la croissance économique* ». A cet égard, conclut-elle, « *l'éducation, ainsi que la santé, peuvent contribuer d'une manière importante à l'aspiration du Cameroun à devenir une économie émergente à l'horizon 2035* ».

# Elara Capital Ltd envisage la construction de quatre hôtels au Cameroun

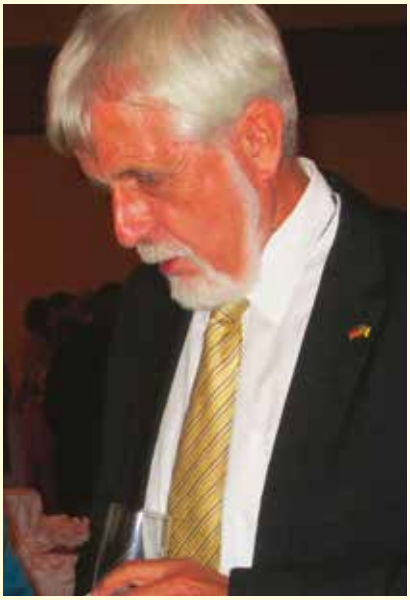
Vinod Tailor, Chairman d'Elara Capital Ltd, une banque d'investissement à capitaux indiens basée à Londres, vient d'être reçu en audience à Yaoundé par le secrétaire général de la Présidence de la République du Cameroun, Ferdinand Ngoh Ngoh. Au sortir du palais de l'Unité, l'investisseur indien a révélé qu'Elara Capital Ltd est intéressé par des investissements au Cameroun, pays qui, selon lui, recèle « *beaucoup d'opportunités* » d'investissements.

En effet, Elara Capital, a énuméré son Chairman, est notamment intéressé par des secteurs tels que la santé (construction d'un hôpital de référence), l'agriculture (mise en place d'un complexe agro-industriel), l'éducation (fabrication de livres scolaires actuellement contrôlée à 80% par le Français Edicef), la grande distribution, le secteur des transports et les mines. Mais avant de se lancer dans ces secteurs, Elara Capital envisage de débuter son implantation au Cameroun par la construction de quatre hôtels haut standing, dont deux à Yaoundé, la capitale du pays, et un respectivement à Douala, la capitale économique, et à Kribi, la cité balnéaire du Sud-Cameroun. C'est du moins ce qu'a révélé Rodolphe Simo Kam, partenaire camerounais d'Elara Capital Ltd, par ailleurs administrateur directeur général du groupe Sofitoul, actif dans le secteur du tourisme dans le pays.

# L'Allemagne débloquera 56,7 milliards FCFA en 2014-2016 pour appuyer la décentralisation

Le 13 mai 2014, le ministre camerounais de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, et l'ambassadeur d'Allemagne au Cameroun, Klaus-Ludwig Keferstein, ont signé dans la capitale camerounaise deux accords de financement d'un montant total de 56,7 milliards de francs CFA (environ 86,5 millions d'euros). L'argent, qui sera ainsi mis à disposition par la République Fédérale d'Allemagne sur la période 2014-2016, permettra de financer le processus de décentralisation en cours au Cameroun, ainsi que le développement local. Selon le Ministère de l'économie, les accords de financement signés entre les deux pays sont répartis en un don de 25,2 milliards de francs CFA (38,5 millions d'euros) et un prêt de 31,5 milliards FCFA (environ 48 millions d'euros).

L'Allemagne est l'un des plus gros financiers du Cameroun en matière de décentralisation. A en croire l'ambassadeur Klaus-Ludwig Keferstein, en effet, l'amélioration des conditions de vie des populations dans les collectivités locales décentralisées permet de lutter plus efficacement contre la pauvreté. Globalement, apprend-on, sur la triennale 2011-2013, la République Fédérale d'Allemagne a débloqué en faveur du gouvernement camerounais environ 99,5 milliards de francs CFA au titre de l'aide publique au développement, enveloppe qui sera revue à la hausse de 11% en 2014-2016, selon une révélation faite le 3 décembre 2013 à Yaoundé à l'ouverture des négociations intergouvernementales entre le Cameroun et l'Allemagne.



# Un don japonais de 4 milliards FCFA pour le financement de microprojets

Le gouvernement camerounais, représenté par le ministre de l'Economie Emmanuel Nganou Djoumessi, et la République du Japon, représentée par son ministre des Affaires étrangères Fumio Kishida, ont signé le 5 mai 2014 à Yaoundé un accord de don d'un montant total de 800 millions de yens, soit environ 4 milliards de francs CFA. Selon le ministre Nganou Djoumessi, cette sollicitude du gouvernement japonais est une contribution à la croisade contre la pauvreté lancée par le gouvernement camerounais.

Selon la Direction générale de la coopération du Ministère de l'économie, cette nouvelle sollicitude du gouvernement japonais porte à quatre le nombre de dons faits au Cameroun par ce pays asiatique. Ce qui correspond à une enveloppe totale de 11 milliards de francs CFA. Ces fonds, a-t-on appris au cours de la cérémonie, ont servi au financement de projets agropastoraux pour la plupart. Il en est ainsi de la mise en place d'un ranch de 150 bœufs dans la partie septentrionale du Cameroun, de la construction d'une unité d'abattage de poulets à Bafang, dans la région de l'Ouest, de la construction de la Société de Transformation de Manioc de Sangmélima (Sotramas), dans la région du Sud. Ces dons japonais, précise une source au Ministère de l'économie, ont aussi contribué à l'implantation de la télémédecine au Cameroun.

# Un prêt de 28,7 milliards FCFA de la Corée pour la construction de l'hôpital de référence à Garoua

Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a publié le 14 mai 2014 un décret habilitant le ministre de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, à signer avec la République de Corée du Sud un accord de prêt d'un montant total de 57,457 millions de dollars, soit environ 28,7 milliards de francs CFA. Ce financement, apprend-on, servira à la construction et à l'équipement complet de l'hôpital de référence de Garoua, capitale régionale du Nord, l'une des trois régions septentrionales du Cameroun. Avant l'hôpital de référence de Garoua, la Corée avait déjà financé la construction du Centre des urgences médicales de Yaoundé, en cours d'achèvement, non loin de l'hôpital central de la capitale camerounaise.

En dehors du secteur de la santé, les concours financiers de la Corée du Sud au Cameroun sont également perceptibles dans le domaine de la formation, avec notamment la construction, en cours, de quatre centres de formation d'excellence, projet piloté par le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle. Côté investissements directs, la Corée est très présente dans le secteur minier camerounais. Avec C&K Mining, principalement, la République de Corée exploite de l'or dans les champs miniers de l'Est-Cameroun. Mais le plus grand fait d'arme de cette entreprise coréenne dans le pays est assurément l'exploration du gisement de diamant de Mobilong, présenté au départ comme étant le plus important au monde, et pour lequel C&K a d'ailleurs obtenu le permis d'exploitation, malgré la polémique née autour de son potentiel réel.

# AGRO

## Greenpeace accuse Herakles Farms d'exploitation forestière illégale à travers une société écran

Face à ce énième dérapage d'Herakles Farms révélé par les organismes de la société civile nationale et internationale, Greenpeace en appelle à l'intervention de l'Etat camerounais.

L'ONG internationale Greenpeace a présenté le 27 mai 2014 à Yaoundé, la capitale camerounaise, le rapport d'une enquête révélant que « *l'entreprise américaine Herakles Farms, à travers une société écran, aurait agi de connivence avec le ministre camerounais des Forêts et de la Faune* (qui n'a pas réagi à cette accusation jusqu'ici, ndlr) *pour obtenir illégalement un permis d'exploitation forestière dans une partie de la concession foncière qui lui a été accordée en novembre 2013. Herakles Farms se prépare à exporter vers la Chine du bois coupé en violation de la législation camerounaise.* »

En effet, révélait Greenpeace en janvier 2014, une « *entreprise peu connue* » dénommée Uniprovince, qui a été rachetée quelque temps plus tôt par la filiale camerounaise d'Herakles Farms, a obtenu du Ministère des forêts « *un titre d'exploitation forestière (vente de coupe n° 11-02-10) portant sur 2500 hectares. La vente de coupe se situe à l'intérieur de la concession d'Herakles Farms, dans la zone où l'entreprise a conduit la plupart de ses activités d'exploitation forestière illégale, avant même la signature du décret présidentiel lui octroyant une concession foncière provisoire en novembre 2013* ».

Cependant, fait remarquer Greenpeace, « *cette vente de coupe a été attribuée en violation flagrante de la législation forestière camerounaise. En effet, la loi précise que les ventes de coupe ne peuvent être octroyées que dans le cadre d'appels d'offres, ce qui n'a pas été le cas de celle accordée à Uniprovince.* » Ensuite, apprend-on, « *la vente de coupe n° 11-02-10 est d'autant plus suspecte qu'elle ne figure pas dans la liste la plus récente des titres d'exploitation forestière en cours de validité publiée par le Ministère des forêts le 10 mars. Or, elle date du 28 janvier 2014, et le certificat correspondant a été délivré le 6 février, soit plus d'un mois avant la publication par le ministère de la liste des titres en cours de validité pour l'année 2014.* »

### DES DÉNONCIATIONS RÉPÉTÉES

Aussi, Irène Wabiwa, la responsable de la campagne forêt de Greenpeace Afrique, conclut-elle que cet oubli ressemble, « *de toute évidence, à une tentative délibérée de dissimulation d'une décision illégale prise en faveur d'une entreprise derrière laquelle se dissimule Herakles Farms* ».

Face à ce énième dérapage d'Herakles Farms révélé par les organismes de la société civile nationale et internationale, Greenpeace en appelle à l'intervention de l'Etat camerounais, « *afin que la totalité du stock de bois soit immédiatement saisie et que la vente de coupe illégalement attribuée soit annulée* ».

En rappel, la firme Herakles Farms a finalement obtenu en novembre 2013 une concession foncière provisoire sur 20 000 hectares pour l'exploitation du palmier à huile dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Mais c'est en 2009 que cette entreprise agro-industrielle a signé avec le gouvernement camerounais une convention d'établissement induisant la cession de 73 000 hectares de terres. Cependant, des ONG internationales telles que Greenpeace et Oakland Institute ont toujours accusé la filiale camerounaise d'Heracles Farms de bafouer les droits des riverains des différents sites du projet, et même d'atteinte à la réglementation en matière de protection de l'environnement au Cameroun.

**BRM**

# 10 000 fours à réhabiliter pour améliorer le séchage et la qualité du cacao

L'Office national du cacao et du café (ONCC) vient de lancer à Kumba, dans la région du Sud-Ouest, la première phase de l'opération de réhabilitation des fours pour séchage de cacao dans les bassins de production dans lesquels la période des récoltes coïncide avec la saison pluvieuse. Au total, pour cette première phase, indique l'ONCC, 2500 fours seront réhabilités dans 400 villages de la région du Sud-Ouest, pour un investissement de 1,7 milliard de francs CFA. L'opération durera douze mois.

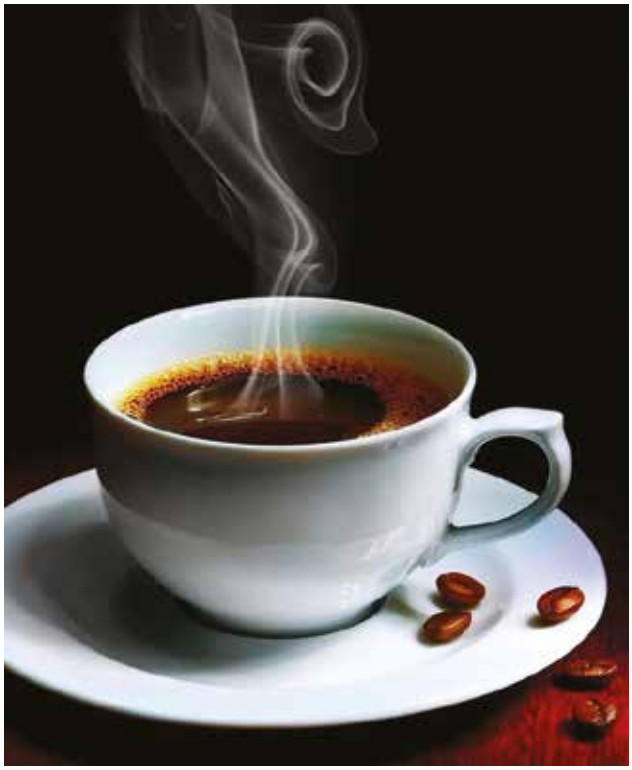
Au total, indique l'ONCC, 10 000 fours ont été répertoriés dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral. Tous ces équipements de séchage, apprend-on, ont été construits vers la fin des années 90 et sont pratiquement tous tombés en désuétude, la durée de vie d'un four de séchage étant normalement de douze ans, explique Joël Martin Atangana, le coordonnateur national du projet. Cette opération de réhabilitation des fours, confie Michaël Ndoping, le DG de l'ONCC, devrait contribuer à l'amélioration de la qualité du cacao camerounais et à augmenter les revenus des producteurs. En effet, explique-t-il, le cacao séché dans des fours défectueux dégage une odeur de fumée qui atténue sa qualité et, par conséquent, la production subit une décote sur le marché international. Cette décote, selon M. Ndoping, oscille actuellement entre 40 et 80 livres sterling par kilogramme. Une importante perte de revenus pour la filière, que l'ONCC estime à 48 milliards de francs CFA par campagne.

# 500 000 tasses de café camerounais dégustées à l'occasion du Festicoffee 2014

La 2ème édition du Festival international du café camerounais, baptisée Festicoffee 2014, s'est officiellement ouverte le 30 mai 2014 à l'esplanade du palais des Sports de Yaoundé, la capitale du pays, ainsi que dans vingt autres villes camerounaises situées dans les bassins de production du café. En levée de rideau de ce festival, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), maître d'œuvre de cet évènement avec le concours du Ministère du commerce, a organisé une journée de dégustation du café produit et torréfié au Cameroun. Au total, 30 000 litres de café équivalant à 500 000 tasses ont été servis au public, au franc symbolique, dans les 21 localités ayant abrité les manifestations de Festicoffee 2014.

A l'effet de contribuer à « *briser les préjugés entourant le café et de sensibiliser le grand public et les jeunes en particulier à la consommation du café et sur l'impact positif de cette consommation sur la santé* », ainsi que l'ambitionne le CICC, six capitales africaines se sont jointes au Cameroun pour cette journée internationale de dégustation. Il s'agit des villes de Lagos (Nigeria), Libreville (Gabon), Lomé (Togo), Abidjan (Côte d'Ivoire), Freetown (Sierra Léone) et Monrovia (Liberia).

En marge de cette journée internationale de dégustation, il a également été organisé une foire-exposition de trois jours animée par 50 opérateurs de la filière café. Festicoffe 2014 a aussi été ponctué par un colloque sur le café robusta, rencontre scientifique à laquelle ont participé 40 chercheurs en provenance de pays africains et européens.



# Le coton camerounais ne subira plus le diktat du marché américain

Dès le 4ème trimestre 2014, la bourse Intercontinental Exchange (ICE) lancera son nouveau contrat à terme sur le coton, a déclaré le 1er mai 2014 le président d'ICE Futures US, Ben Jackson. Selon les experts, il s'agit non seulement « *d'une page majeure qui se tourne dans le trading du coton* » dans le monde, mais aussi et surtout « *d'un énorme pas en avant pour les cotonniers africains* », dont ceux du Cameroun. En effet, avec ce nouveau contrat les réalités des marchés africains, brésiliens et indiens du coton vont désormais influencer les cours de ce produit sur le marché international. Ce nouveau contrat viendra offrir à terme une alternative au contrat n°2, qui constitue la référence mondiale du secteur actuellement, mais qui ne prend en compte que les réalités du marché cotonnier américain dans le mécanisme de fixation des prix.

Pourtant, expliquent les experts, depuis plusieurs années, le contrat n°2 s'est avéré vulnérable, « *du fait de l'accroissement des manipulations artificielles des prix sur les marchés* (visant à acheter plus bas, ndlr) », techniquement appelées « *squeeze* ». En clair, avec le nouveau contrat qu'envisage de lancer l'ICE, le prix du coton devrait davantage refléter la réalité du marché du coton dans la plupart des pays producteurs. Au demeurant, bien que la filière cotonnière mondiale se réjouisse de cette avancée annoncée sur le marché du coton, nombreux sont les experts qui s'inquiètent quant aux capacités des pays producteurs d'Afrique, dont celles du Cameroun, à pouvoir respecter les engagements du nouveau contrat en termes de délais de livraison, de logistique et de qualité.

# Le Cameroun expérimente la technologie israélienne de l'irrigation goutte-à-goutte

Le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural, Essimi Menye, vient de visiter dans la localité de Massakal, dans la région de l'Extrême-Nord du pays, un site d'expérimentation de la technologie de l'irrigation goutte-à-goutte. Sur le terrain, le ministre Essimi Menyé a exhorté les populations camerounaises à s'approprier cette technologie, qui permet aux agriculteurs des zones arides d'améliorer substantiellement leurs rendements. Cette technologie israélienne, apprend-on de bonnes sources, a été introduite pour la première fois en Afrique dans la région du Cap oriental, en Afrique du Sud. C'était, selon nos sources, en 2003. Au Sénégal, indique le site d'informations www.sendeveloppementlocal.com, l'irrigation goutte-à-goutte a permis à « *la plupart des maraîchers qui avaient une culture saisonnière* » de « *varier leurs cultures quatre fois par an, ce qui a augmenté la production de plus de 400%* ».

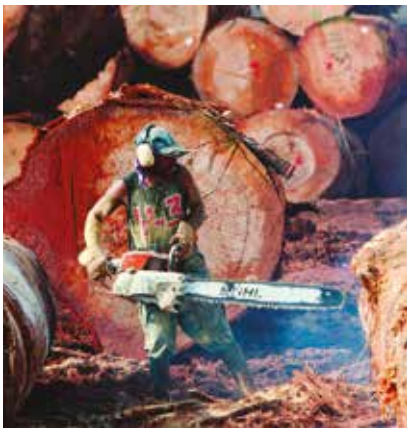
Créée en Israël, la technologie de l'irrigation goutte-à-goutte, selon Gedéon Behard, ancien ambassadeur d'Israël au Sénégal, est « *la seule technologie au monde qui permet d'arroser directement la racine des plantes* ». Elle permet aussi de « *réduire au minimum l'utilisation de l'eau et des engrais dans l'agriculture* », selon les experts, et demeure « *l'innovation la plus importante dans l'agriculture depuis l'invention des asperseurs dans les années 30, qui avait déjà remplacé à l'époque une irrigation nécessitant trop d'eau* ».

# Une année rose annoncée dans la filière bois camerounaise

Les opérateurs camerounais de la filière bois peuvent déjà se frotter les mains, avant même la fin de l'année. C'est du moins ce que révèle l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), qui indique que « *les récentes hausses de prix pour les espèces de bois les plus demandées se sont aujourd'hui consolidées avec une demande qui est maintenant ferme et les producteurs sont convaincus qu'elle va le rester au troisième trimestre* ». L'OIBT précise d'ailleurs que « *les exportateurs camerounais sont particulièrement bien placés, leurs commandes portant jusqu'au dernier trimestre 2014* ».

A l'origine de cette embellie observée sur le marché mondial du bois, apprend-on, « *une hausse de la demande qui est répartie sur plusieurs marchés, y compris les pays européens et les Etats-Unis, tandis que la demande en Asie et au Moyen-Orient est constante au cours des derniers mois et que de bonnes perspectives se profilent pour la Chine, le Vietnam et l'Inde* ».

Parmi les filières ayant subit de plein fouet la crise financière internationale de 2008, avec une annulation de 30% des commandes européennes et américaines, selon le syndicat des exploitants forestiers, le bois camerounais a, depuis lors, repris du poil de la bête, consolidant sa place de second produit d'exportation du Cameroun (avec 13,3% des recettes) derrière le pétrole (50% des recettes d'exportation). Avec ses 45 000 emplois, la filière bois contribue à hauteur de 6% à la formation du PIB du pays.



# La Semry va réhabiliter 7500 hectares de terres pour accroître sa production

Selon le directeur général de la Société de modernisation de la riziculture de Yagoua (Semry), Marc Samatana, cette entreprise agro-industrielle publique va procéder, à partir de 2015, aux travaux de réhabilitation de 7500 hectares de terres dévastées par les inondations qui ont sévi dans les zones rizicoles du septentrion camerounais en 2012.

Cette réhabilitation des espaces cultivables, espère-t-on à la Semry, va permettre d'aller au-delà des 11 000 hectares effectivement exploités au cours de la campagne 2013, et qui n'ont permis de récolter que 80 000 tonnes de riz non décortiqué l'année dernière, production majoritairement vendue au Nigeria.

# Le Cameroun lance un inventaire de sa production agropastorale

Le gouvernement camerounais et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont officiellement lancé le 14 mai 2014 à Yaoundé, la capitale du pays, les travaux préparatoires de l'inventaire de la production agropastorale du Cameroun. La phase pratique de cet inventaire démarrera véritablement au mois de décembre 2015.

Les travaux préparatoires vont permettre d'apprêter les documents techniques et de concevoir la méthodologie et les procédures administratives devant régir ce projet, expliquent les responsables des Ministères de l'agriculture et de l'élevage. L'inventaire proprement dit, apprend-on, durera quatre ans, puisqu'il débutera fin 2015 pour s'achever en mai 2019, selon les prévisions des acteurs du projet. Cet inventaire, apprend-on, permettra d'actualiser les données sur la production agropastorale camerounaise.

# FINANCE

## Faute de projets matures, le Cameroun ne lancera plus d'emprunt obligataire en juin 2014

Le gouvernement camerounais ne lancera pas un emprunt obligataire de 180 milliards de francs CFA au mois de juin 2014, comme initialement prévu dans le chronogramme prévisionnel de ses opérations sur le marché financier mis à la disposition de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) en début d'année. « *L'opération est renvoyée à plus tard* », indique une source autorisée à la Direction générale du Trésor du Ministère des finances.

Pour preuve, le comité de pilotage du projet, généralement mis en place plusieurs mois à l'avance par le ministre des Finances, afin d'assurer la préparation de l'opération, n'a pas encore été créé ; de même qu'aucun appel d'offres n'a été lancé jusqu'ici, pour le recrutement d'un arrangeur. A l'origine du report de cette opération de levée de fonds, « *la non-maturation des projets destinés à être financés* » par ce nouvel appel public à l'épargne, apprend-on. En 2011, un emprunt obligataire de 150 milliards FCFA, prévu dans la Loi des finances, avait déjà été abandonné pour les mêmes raisons, avait expliqué le ministre des Finances d'alors, Essimi Menyé.

Au demeurant, si ce coup de frein donné à la mobilisation des financements sur le marché des capitaux est quelque peu préjudiciable à l'optimisation de la conduite des projets structurants dans le pays, il devrait être très apprécié des bailleurs de fonds internationaux, notamment le FMI, qui ne voit pas d'un bon œil la propension de l'Etat camerounais à privilégier les emprunts non concessionnels ces derniers temps, à la faveur des nombreuses opérations de levées de fonds lancées depuis 2010 sur le marché des capitaux.

## La BDEAC et le Fagace lanceront bientôt deux emprunts obligataires à la Douala Stock Exchange

Le 29 avril 2014, la Commission de surveillance des marchés financiers d'Afrique centrale (Cosumaf), le régulateur de la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC) basée à Libreville, au Gabon, a accordé trois visas pour des émissions obligataires à la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), au Fonds africain de garantie et de coopération économique (Fagace) et à Alios Finance. De sources internes à la Cosumaf, deux de ces émissions obligataires s'effectueront aussi bien à la BVMAC qu'à la Douala Stock Exchange (DSX), la Bourse des valeurs mobilières du Cameroun. Il s'agit des emprunts « BDEAC 4,5% net 2014-2021 » de 35 milliards de francs CFA, et « Fagace 5,25% net 2013-2018 » de 40 milliards de francs CFA.

Au demeurant, bien que la Cosumaf ait une compétence sous-régionale, et eu égard à la guéguerre généralement observée entre les régulateurs de la BVMAC et de la DSX, les structures émettrices de ces emprunts devraient, avant toute publicité et opération sur le marché camerounais, manœuvrer pour l'obtention du visa de la Commission des marchés financiers (CMF), le régulateur du marché financier camerounais.

# Amity Bank mise en liquidation, en dépit d'une décision de la Cour de justice de la Cemac

Le 7 avril 2014, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), le gendarme du secteur bancaire dans la zone Cemac, a officiellement notifié à Amity Bank, l'ouverture de la liquidation de cet établissement de crédit à capitaux camerounais, suite au retrait de son agrément intervenu en décembre 2013, révèle un communiqué publié le 8 mai 2014 par le liquidateur, Alfred Tiki, par ailleurs ancien administrateur provisoire de cette même banque.

Cette ouverture de la liquidation d'Amity Bank intervient alors que depuis 2011, la Cour commune de justice de la Cemac, basée à Ndjamena au Tchad, saisie par les actionnaires d'Amity Bank qui dénonçaient un hold-up sur leur banque, a rendu en dernier ressort une décision remettant en cause le rachat d'Amity Bank par l'Ivoirien Banque Atlantique en 2010.

Par cette décision, l'instance judiciaire supranationale de la Cemac s'opposait à la transaction intervenue un an plus tôt entre le gouvernement camerounais et le groupe ivoirien Banque Atlantique, pour la reprise des actifs de la Camerounaise Amity Bank, placée sous administration provisoire en 2006 par la COBAC, suite à des écarts constatés dans sa gestion.

Fort de cette décision de justice, et malgré la reprise effective des enseignes d'Amity Bank par Banque Atlantique depuis 2010, les actionnaires d'Amity Bank ont convoqué le 15 mai 2013 à Douala, la capitale économique, une assemblée générale qui devait déboucher sur la relance de la banque. Mais, avait-on appris officiellement, l'AG n'avait finalement pas eu lieu pour défaut de quorum.

# Le Sud-Africain Standard Bank lorgne sur le marché bancaire camerounais

Après l'ouverture d'un bureau de liaison à Abidjan, en Côte d'Ivoire, au mois de novembre 2013, la Standard Bank, établissement bancaire sud-africain considéré comme le plus grand prêteur en Afrique, envisage de se déployer dans l'ensemble des zones UEMOA et Cemac, notamment au Cameroun.

Selon Greg Goeller, le responsable Afrique de l'unité corporative et d'investissement de la Standard Bank, en plus de regrouper quelque 148 millions d'individus et un PIB nominal cumulé de 167 milliards de dollars (environ 83 500 milliards FCFA), les pays de la Cemac et de l'UEMOA ont un important avantage, qui « *réside dans le fait que leur monnaie est garantie par le Trésor français, tandis que les devises utilisées dans les deux unions monétaires sont adossées à l'euro. Cela offre beaucoup plus de stabilité aux investisseurs du point de vue du risque monétaire.* »

Selon ce responsable de Standard Bank, « *bien que les investissements directs étrangers en Afrique francophone aient jusqu'à présent été largement liés au secteur des mines, cette situation est appelée à évoluer* ». En effet, la Standard Bank estime que d'autres secteurs, dont le pétrole et le gaz, les infrastructures, les télécoms et l'agriculture, vont attirer de plus en plus d'investisseurs dans ces pays d'Afrique.

Cette prévision est déjà observable au Cameroun, pays dans lequel le gouvernement est engagé dans de grands projets énergétiques (électricité, gaz naturel, énergies renouvelables…), miniers (fer de Mbalam et de Nkout, bauxite de Minim Martap, diamant de Mobilong, etc.), infrastructurels (plan ferroviaire national) et agro-industriels, dont la majorité est encore en quête de financements.

# TELECOMS

## L'opérateur télécom Viettel Cameroun accusé d'importer massivement la main d'œuvre du Vietnam

**A quatre mois du démarrage effectif des activités du 3ème opérateur de téléphonie mobile, le climat social au sein de Viettel Cameroun n'est pas des plus sereins.**

En effet, depuis quelques jours, des employés de cette entreprise inondent les médias camerounais de dénonciations sur l'importation massive de cadres du Vietnam, au détriment de la main d'œuvre locale, ainsi que de remarques sur l'ambiance de travail difficile entre employés camerounais et vietnamiens.

Selon les employés, le contingent vietnamien dans l'effectif actuel de Viettel Cameroun compte 317 employés, dont des cadres pour la plupart, sur un effectif total de 600 personnes. Une évaluation bémolisée par des responsables de l'entreprise qui estiment à 100 ou 150 au plus le nombre de Vietnamiens recrutés par le 3ème opérateur de téléphonie mobile au Cameroun, qui, au moment de la signature de son contrat de concession en 2012, a pourtant annoncé la création de 6300 emplois dans le pays.

Interrogé par le quotidien gouvernemental sur ce que d'aucuns qualifient « *d'invasion d'employés vietnamiens* » à Viettel Cameroun, le DGA de l'entreprise, le Camerounais Moïse Bayi, explique les contours de ce qui est plutôt présenté comme une « *assistance technique* » : « *Ils viennent construire le réseau. L'objectif en faisant venir ces cadres vietnamiens est d'assurer le transfert de technologie. Nous voulons construire nos propres produits, sans forcément débaucher chez les concurrents.* »

Cependant, ce responsable de la filiale camerounaise de l'opérateur vietnamien de la téléphonie confesse l'existence de barrières culturelles entre employés vietnamiens et camerounais au sein de l'entreprise, ce qui ne facilite pas toujours le travail. « *Nous avons une mentalité occidentale, ils nous apportent et nous leur apportons aussi. On apprend en interne à travailler ensemble. C'est vrai, au départ, nous avons eu quelques soucis qui se dissipent progressivement* », indique le DGA de Viettel Cameroun, opérateur télécom dont le lancement des activités a déjà été reporté à deux reprises pour des raisons techniques, officiellement.

Pour rappel, il y a quelques mois, c'est une querelle entre actionnaires vietnamiens et camerounais qui s'était déclenchée au sein de la société. La mésentente portait sur la répartition du capital social de l'entreprise. Mais, en mars 2014, un compromis avait pu être trouvé entre Nguyen Duy Tho, le Directeur général de Viettel Global JSC, et Ahmadou Baba Danpullo, le patron de Bestinver Cameroon, le partenaire local de l'opérateur vietnamien.

Dans le détail, cet arrangement entre les deux parties prévoit qu'Ahmadou Baba Danpullo demeure président du conseil d'administration de Viettel Cameroun, dont il conserve 30% des parts dans le capital. En échange, Nguyen Duy Tho devient vice-président du conseil d'administration de l'entreprise, en même temps que la société – qui était à responsabilité limitée au départ – devient une société anonyme au capital de 20 millions FCFA.

**BRM**

# Des opérateurs mobiles camerounais et gabonais inondent le réseau équato-guinéen

Depuis plusieurs années, la Guinée équatoriale se plaint des interférences des réseaux des pays voisins observées dans ses villes frontalières avec le Gabon et le Cameroun. « *Certaines populations à Ebebeyin* (capitale de la province du Kyé – Ntem en Guinée équatoriale, ndlr) *utilisent même les cartes SIM du Cameroun, notamment Orange Cameroun* », a confié Cándido Muatetema Baita, le directeur général adjoint de l'Organe de régulation des télécommunications de la Guinée équatoriale (Ortel), en marge de la Conférence des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (Coptac) tenue à Yaoundé.

Le pays a déjà saisi officiellement ses voisins pour trouver une solution à cette situation qu'il a, à nouveau, présentée à la Coptac. « *Nous sommes venus avec un thème que nous souhaitons débattre à la Coptac : c'est l'interférence des ondes des opérateurs de télécommunications aux frontières Guinée équatoriale – Cameroun et Guinée équatoriale – Gabon. Nous voulons trouver une solution à ce problème, non seulement dans nos frontières, mais aussi dans toutes les frontières des pays de l'Afrique centrale* », a-t-il affirmé.

Cette situation, de son point de vue, fait perdre des devises à la Guinée équatoriale. « *A Ebebeyin, le signal des opérateurs gabonais et camerounais est plus fort que le signal des opérateurs de la Guinée équatoriale qui n'y passe même pas. Il en est de même avec la ville de Mongomo à la frontière avec le Gabon où le réseau des opérateurs gabonais inonde la ville. Tout cela coûte cher à la Guinée équatoriale. Et c'est le rôle de l'Ortel de défendre les intérêts de nos opérateurs locaux* », relève-t-il.

**B-O.D.**

# Camrail veut interconnecter ses gares voyageurs à la fibre optique, du nord au sud

La Cameroon Railways (Camrail) envisage de connecter à la fibre optique, toutes ses gares voyageurs, de Douala, la capitale économique du pays, à Ngaoundéré, dans la partie septentrionale du Cameroun, en passant par Yaoundé, la capitale camerounaise. C'est ce qu'indique un appel à manifestation d'intérêt récemment lancé par l'entreprise ferroviaire, en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité de ce projet.

Pour l'instant, « *il ne s'agit que d'une étude. Il est question de savoir si ce projet est réalisable et à quelles conditions. De ce point de vue, l'étude va nous indiquer toutes les contraintes juridiques qui sous-tendent la faisabilité de ce projet* », a expliqué une source interne à Camrail, interrogée sur la prise en compte de la réglementation en matière de déploiement de la fibre optique au Cameroun (surtout en interurbain), activité qui incombe exclusivement à la Cameroon Telecommunications (Camtel), l'opérateur public des télécoms.

Pour rappel, depuis le 18 décembre 2013, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, AES Sonel, est sous le coup d'une sanction de 500 millions de francs CFA infligée par l'Agence de régulation des télécommunications (ART), pour « *exploitation d'un réseau privé indépendant sans autorisation* ».

ENERGIE

# L'Etat camerounais et Actis officialisent la reprise des actifs d'AES dans le secteur de l'électricité

**Le fonds d'investissement britannique Actis et le gouvernement camerounais ont officialisé le 23 mai 2014 la reprise de l'ensemble des actifs du groupe américain AES Corporation (AES Sonel, KPDC et DPDC) dans le secteur de l'électricité au Cameroun.**

Selon Basile Atangana Kouna, le ministre camerounais de l'Energie, la formalisation du partenariat avec Actis s'est faite à travers la signature de deux avenants, dont l'un concerne la convention d'actionnariat et l'autre la garantie du gouvernement camerounais à l'endroit des prêteurs d'AES-Sonel. Le contenu des accords n'a pas fait l'objet de publications, mais le représentant du gouvernement camerounais a expliqué que l'arrivée d'Actis ne devrait pas inquiéter l'opinion publique. « *Actis s'est engagé à poursuivre les investissements débutés par AES. Il s'est aussi engagé à conserver les emplois et a, par ailleurs, indiqué qu'il octroierait 5% de son capital aux employés. Il n'y a donc pas de raison de craindre l'arrivée de ce nouvel investisseur dans le secteur* », a expliqué le ministre Atangana Kouna.

Pour sa part, David Grylls, qui représentait Actis, a fait savoir que le fonds prend ses nouvelles responsabilités très au sérieux et va honorer ses engagements vis-à-vis du gouvernement camerounais et de ses populations. « *Notre vision pour la Sonel s'appuie sur cinq axes majeurs : la continuité du service, l'investissement, la performance opérationnelle, une concentration des efforts à l'endroit du management et des employés et un niveau optimal de gouvernance* », a-t-il déclaré.

**GLOBELEQ POUR GÉRER KPDC ET DPDC**

Pour ce qui est des centrales thermiques de Dibamba et de Kribi, Actis pourrait les manager à travers sa filiale Globeleq Africa, qui, selon un document d'information distribué à la presse au cours de la cérémonie, devrait partager son expérience avec les deux autres filiales d'AES Corp au Cameroun, que sont KPDC et DPDC, chargées de produire l'énergie pour le compte d'AES Sonel, à partir des deux centrales thermiques susmentionnées.

Le closing de la transaction entre Actis et AES ne devrait pas rencontrer de difficultés particulières, le fonds d'investissement britannique ayant sécurisé en 2013, à travers Actis Energy 3, les fonds qui lui permettent de faire face à ses obligations financières vis-à-vis d'AES. Pour rappel, AES a annoncé début novembre 2013 être parvenu à un accord avec Actis pour la cession de ses parts dans le secteur de l'électricité au Cameroun, pour un montant global de 220 millions $ (environ 110 milliards FCFA).

Les 1,15 milliard $ (plus de 500 milliards FCFA) mobilisés dans le cadre du fonds Actis Energy 3 devraient permettre de couvrir ce montant. Néanmoins, Actis arrive dans le secteur camerounais de l'électricité dans un contexte marqué par une pression de plus en plus forte des populations, qui exigent une énergie plus stable à des prix plus soutenables. Actis ne minimise pas ces défis, mais dans une interview accordée au Financial News en novembre 2013, monsieur Grylls avait indiqué que le défi le plus fort que puisse présenter le Cameroun est politique, comme dans la plupart des marchés où le fonds intervient.

AES a annoncé début novembre 2013 être parvenu à un accord avec Actis pour la cession de ses parts dans le secteur de l'électricité au Cameroun, pour un montant global de 220 millions $ (environ 110 milliards FCFA).

**Idriss Linge**

# Les subventions de l'Etat aux produits pétroliers atteindront 450 milliards FCFA en 2014

La représentation camerounaise de la Banque mondiale, dans ses cahiers économiques, vient de révéler que pour le compte de l'exercice budgétaire 2014, les subventions de l'Etat à la consommation des produits pétroliers à la pompe atteindront la somme de 450 milliards de francs CFA, soit 3% du PIB du pays.

Cette enveloppe sera en augmentation de 30 milliards de francs CFA, puisqu'elle a culminé à 420 milliards FCFA l'année dernière, selon les statistiques officielles du gouvernement camerounais. Par ailleurs, fait remarquer l'institution financière internationale, seulement 220 milliards de francs CFA, soit un peu moins de 50% de la somme nécessaire, sont prévus dans le budget 2014, pour supporter ces subventions.

Cette révélation est intervenue au moment où une mission du Fonds monétaire international (FMI) séjournait au Cameroun, dans le cadre des traditionnelles consultations au titre de l'article IV. Depuis deux ans, l'équipe que conduit une fois de plus Mario Zamaroczy conseille au gouvernement camerounais de mettre un terme à ces subventions qui, d'après le FMI, déséquilibrent considérablement le budget de l'Etat et sont contre-productives pour l'économie camerounaise, dans la mesure où, analyse l'institution de Bretton Woods, « *ces subventions profitent aux riches* ».

En rappel, à l'issue des émeutes de la faim de février 2008, le gouvernement a décidé de bloquer les prix des produits pétroliers à la pompe, malgré l'envolée des cours du brut sur le marché international. Le différentiel entre les prix pratiqués à la pompe et les prix réels arrimés à l'évolution des cours mondiaux du brut étant supporté par le Trésor public.

# Le pipeline Tchad-Cameroun ne fonctionne qu'à 50% de ses capacités optimales

250 000 barils de pétrole brut par jour. C'est la capacité optimale de transport de l'or noir par l'oléoduc Tchad-Cameroun, infrastructure qui permet d'évacuer la production pétrolière du Tchad. Cependant, apprend-on de sources internes au Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP), depuis l'achèvement de cet investissement présenté comme étant le plus important réalisé en Afrique subsaharienne, le pipeline Tchad-Cameroun n'a jamais transporté plus de 125 000 barils de pétrole par jour, fonctionnant ainsi à 50% seulement de ses capacités.

Au demeurant, cette capacité de transport journalière devrait substantiellement être revue à la hausse, avec l'arrivée de nouveaux exploitants dans les champs pétroliers du Tchad. Il en est ainsi du Canadien Caracal Energy, qui a annoncé, le 24 mars 2014, avoir effectué son premier chargement d'environ 950 000 barils de pétrole tchadien au terminal de Komé à Kribi, dans la région du Sud du Cameroun.

Dans le même temps, l'on annonce dans l'oléoduc Tchad-Cameroun du pétrole brut produit au Tchad par la China Petroleum Corporation International, la société britannique Griffiths, et même du pétrole nigérien, du fait de la construction annoncée dans ce pays d'un pipeline long de 1070 km, dont une bonne partie sera raccordée à l'oléoduc Tchad-Cameroun.

# Le Cameroun lance la prospection de sources d'énergies renouvelables dans cinq régions

Le Ministère camerounais de l'énergie et de l'eau a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant devant « *réaliser l'étude pour la prospection et l'élaboration d'une carte des énergies renouvelables en fonction de la nature et des gisements* ».

La première phase de cette sorte d'inventaire des sources d'énergies renouvelables au Cameroun s'effectuera dans cinq régions. Il s'agit du Centre, de l'Est, du Littoral, du Sud et du Sud-Ouest. Cette étude, apprend-on, permettra « *d'avoir une base de données géoréférencées et un outil de programmation des constructions d'ouvrages d'énergies renouvelables au regard des spécificités de chaque région du Cameroun* ».

Les consultants intéressés par cet appel à manifestation d'intérêt avaient jusqu'au 26 mai 2014 pour déposer leurs offres à la Direction des énergies renouvelables du Ministère de l'énergie à Yaoundé, en s'assurant de la délivrance, par une banque de la place, d'une capacité financière supérieure à 10 millions de francs CFA.

# Tower Resources veut aller au plus vite sur le pétrole du bloc Dissoni

Tower Resources Plc espère sceller au plus vite un contrat de partage de production et, surtout, démarrer en début d'année 2015 un sondage sismique 3D sur le bloc offshore Dissoni. Ce pétro-gazier, retenu en 2013 pour soumissionner à une licence sur ce bloc, a annoncé le 27 mai 2014, au terme de son assemblée générale, être en négociations suivies avec le gouvernement du Cameroun depuis lors.

Le bloc Dissoni est situé dans le bassin Rio Del Rey, qui est une extension du système d'hydrocarbures du Delta du Niger, la riche région pétrolifère du Nigeria. Selon Tower Resources Plc, Dissoni est adjacent à des « *blocs existants qui ont une longue histoire de production pétrolière* » et la découverte Oak en 2012 sur le bloc adjacent Bolongo par Glencore est un « *élément rassurant sur son potentiel* ».

# La SNH projette un doublement de la production pétrolière en 2016

La Banque mondiale annonce que « *la production de pétrole et de gaz au Cameroun devrait augmenter sensiblement au cours des années à venir* ». Ces prévisions sont d'autant plus plausibles que, révèle la même source, « *à moyen terme, la production pétrolière pourrait plus que doubler grâce à l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers. Selon les projections de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), elle pourrait atteindre les 57 millions de barils en 2016, à comparer aux 24,4 millions de barils de 2013* ».

Pour rappel, la Société Nationale des Hydrocarbures, le mastodonte public de l'exploitation pétrolière au Cameroun, a déjà projeté pour cette année 2014, une augmentation de la production nationale de l'ordre de 24% à 30 millions de barils, grâce notamment à l'entrée en production, depuis novembre 2013, du champ pétrolier de Mvia, situé en on shore dans le bassin Douala-Kribi-Campo.

# Le groupe Bolloré introduit les premiers bus électriques au Cameroun

Depuis le 5 mai 2014, les étudiants de l'Université de Yaoundé I peuvent sillonner le campus à bord des deux « Blue bus » mis à leur disposition par le groupe Bolloré Africa Logistics, et réceptionnés le 2 mai 2014 par le Premier ministre camerounais, Philémon Yang. Ces deux bus, qui fonctionnent à l'aide d'un moteur électrique, ambitionnent de faciliter la mobilité sur le campus universitaire de Yaoundé I, à environ 3500 étudiants par jour, et représentent un investissement global de 1,4 milliard de francs CFA, selon le groupe Bolloré.

En effet, dans le cadre de son programme « Blue solutions », qui vise à faire de Bolloré Africa Logistics « *un acteur mondial de premier plan dans les solutions de gestion et de stockage de l'électricité* », le groupe industriel a construit un parc solaire de 288 panneaux sur le campus de l'Université de Yaoundé I.

Selon Gossan Seka, le superviseur du projet « Blue bus », ces panneaux captent l'énergie durant toute la journée, et la transfèrent ensuite dans une sorte de transformateur à partir duquel les bus sont rechargés (exactement comme on recharge la batterie d'un téléphone portable à partir d'une prise de courant) chaque soir (après l'arrêt de la navette) pendant huit heures.

Commentant cette innovation dans la valorisation de l'énergie solaire, Vincent Bolloré, le PDG du groupe éponyme, a indiqué qu'avec ces deux premiers « Blue bus », le groupe qu'il dirige « *ne prétend pas régler tous les problèmes de mobilité urbaine, mais fait bénéficier aux étudiants et enseignants, d'une technologie nouvelle et écologique déployée pour la première fois au Cameroun* ».

# La SNH et Perenco ont achevé les essais sur les premières voitures au gaz naturel

La Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) et la société pétrolière française Perenco ont bouclé les essais sur les premières voitures fonctionnant au gaz naturel comprimé (GNC) au Cameroun, ont annoncé les deux entreprises dans un communiqué publié le 14 mai 2014. Ces essais « *concluants* », apprend-on, ont été réalisés au mois d'avril 2014 sur le site de Bipaga 1, situé à 12 km de la ville de Kribi, dans la région du Sud, site à partir duquel est également produit le combustible qui alimente la centrale à gaz de Kribi.

Selon l'association SNH-Perenco, les essais ont « *été effectués sur plusieurs types de véhicules, dont trois berlines et un minibus de transport* ». L'autonomie de fonctionnement des véhicules au gaz naturel comprimé sur l'échantillon ainsi testé, expliquent les experts de la SNH et de Perenco, « *est de 150 km, mais ils marchent ensuite automatiquement à l'essence ordinaire, si le parcours est plus long* ».

A en croire la SNH et Perenco, l'objectif visé par ce projet de promotion de l'utilisation du gaz naturel en lieu et place de l'essence est de susciter l'intérêt des investisseurs pour cette technologie déjà répandue dans plusieurs pays africains producteurs de gaz naturel. Ce d'autant que, apprend-on, le prix du gaz comprimé est « *généralement moindre que celui de l'essence ordinaire* », de même que cette source d'énergie est moins polluante.

# Lancement du processus de construction du barrage de Bini à Warak, d'une capacité de 75 MW

Le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, vient de lancer, pour le compte du gouvernement, deux avis de sollicitation à manifestation d'intérêt, pour la pré-qualification de bureaux d'études en vue d'assurer la maîtrise d'œuvre du projet d'aménagement hydroélectrique de Bini à Warak, d'une part, et l'élaboration du plan de réinstallation, du plan de gestion des afflux sociaux, et du plan d'engagement des parties prenantes dans le projet de Bini à Warak, d'autre part.

Selon les détails communiqués par le gouvernement camerounais, le projet d'aménagement hydroélectrique de Bini à Warak, dans la région de l'Adamaoua, dans la partie septentrionale du pays, consistera en la construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 75 MW, de lignes d'évacuation d'énergie (70 km en 225 Kv) et d'électrification rurale (30 Kv), la réhabilitation et la construction de voies d'accès, etc.

Les travaux de construction, dont le coût n'a pas été révélé dans le communiqué gouvernemental, seront réalisés, apprend-on, par la société chinoise Sinohydro, avec laquelle le gouvernement camerounais a déjà signé un Mémorandum d'entente (MoU). La mise en service de cette infrastructure énergétique, précise le gouvernement, est prévue pour « *le quatrième trimestre 2018* ».

# Mise en eau provisoire du barrage de Lom Pangar annoncée pour septembre 2014

Selon le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, qui a effectué, le 24 mai 2014, une visite sur le site de construction du barrage de retenue de Lom Pangar, dans la région de l'Est du Cameroun, cette infrastructure énergétique sera provisoirement mise en eau au mois de septembre 2014, et non plus en juillet comme initialement prévu.

Ce léger décalage est mis sur le compte des « aléas géologiques », qui n'empêchent cependant pas les travaux sur le terrain d'évoluer quasi normalement. A titre d'exemple, a pu constater le ministre Atangana Kouna sur place, la digue de col du barrage est réalisée à 90%, tandis que le taux de réalisation global de l'ouvrage lui-même pointe à 50%, ainsi que l'a récemment annoncé Electricity Development Corporation (EDC), le maître d'ouvrage de ce projet.

Au cours de sa visite, le ministre de l'Energie a également annoncé la mise en service de l'usine de production d'électricité qui sera construite au pied du barrage, pour l'année 2018. Par ailleurs, les 30 MW produits par cette usine ne serviront plus à alimenter seulement 150 localités de la région de l'Est, mais beaucoup plus.

Car, a-t-on appris de bonne source, la Banque africaine de développement (BAD), qui fait déjà partie des financiers du projet Lom Pangar, est disposée à dégager des financements supplémentaires pour accroître le nombre de localités de la région de l'Est devant bénéficier des retombées de cette usine de production d'électricité.

# MINES

## C'est la société portugaise Mota-Engil qui construira le chemin de fer Mbalam-Kribi

C'est l'entreprise portugaise de BTP Mota-Engil SGPS, SA (NYSE Euronext Lisbonne : MOTA ENGIL) qui réalisera le chemin de fer de 510 km reliant la localité de Mbalam au port en eaux profondes de Kribi. Une autre ligne de 71 km reliant Nabeba (Congo Brazza) à Mbalam est prévue.

Une convention dans ce sens entre Mota-Engil et Cam Iron a été signée le 5 juin 2014 à Yaoundé entre le PDG de Mota-Engil Africa, Gilberto Rodrigues, et le DG de Cam Iron, Serge Asso'o. Ceci en présence du CEO de Sundance Ressources, Giulio Casello, et du Premier ministre camerounais Philemon Yang.

Déjà présent dans de nombreux pays africains où elle réalise une série de chantiers, Mota-Engil n'est pas un novice dans la construction des lignes de chemins de fer. La première entreprise portugaise de BTP réalise déjà en ce moment une ligne de chemin de fer de 147 km au Malawi avec pour point de départ la frontière avec le Mozambique. Un autre pays dans lequel l'entreprise a remporté en octobre 2013 deux contrats ferroviaires pour la réalisation d'un chemin de fer minier de 100 km entre Nkaya et Entrelagos pour un budget de 78 millions € Un chantier qui, en 14 mois de travaux, reliera la mine de Moatize au port en eaux profondes de Nacala. Le second projet concerne la modernisation et la sécurisation de la ligne ferroviaire de Sena entre Beira and Moatize long de 550 kilomètres. Le coût de ce projet qu'il réalise en partenariat avec Edivisa au Mozambique est estimé à 162,7 millions d'euros.

### OUGANDA ET ANGOLA

Au mois de mai dernier en Ouganda, Mota-Engil a remporté un contrat de 60 M€ portant sur l'élargissement de la Northern Bypass, l'autoroute de

contournement de Kampala. Les travaux doivent débuter en juin prochain et durer 30 mois.

En Angola, l'entreprise est présente depuis 1946 et y compte douze filiales. En mars 2014, Mota Engil a annoncé la création de deux nouvelles filiales. L'une spécialisée dans le recyclage des pneus et l'autre dans l'assemblage de réseaux électriques. C'est dans ce sens que Mota-Engil, via sa filiale locale, a conclu le 15 mai 2014 un accord de joint-venture avec Visabeira pour la création de Vista Power qui va opérer dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la distribution électrique.

En Zambie, l'entreprise a signé avec les autorités publiques locales en juillet 2013 un contrat pour la construction de 240 km de routes reliant la Zambie au Malawi pour un montant de 118 millions €. Elle prévoit d'y investir 36 millions. Au Ghana, l'entreprise portugaise dispose également des chantiers en cours de construction.

Le Cameroun constituera donc le dixième pays africain où l'entreprise portugaise s'installe. « *Notre futur est en Afrique. Nous sommes confiants en l'Afrique. Nous sommes déterminés à apporter des solutions pour les défis de l'Afrique* », a lancé Gilberto Rodriguez aux journalistes.

### AMBITION 2.0.

Interrogé sur le sit-in des employés de Mota-Engil au Malawi en février dernier pour cause « *d'importation massive d'employés portugais* », Gilberto Rodriguez a rassuré les journalistes sur le fait que les emplois camerounais seront préservés. Il s'agit d'environ 5000 employés, d'après les premières estimations. Il a également démenti l'information selon

### CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET D'EXPLOITATION DE FER DE MBALAM

- Actualisation de l'étude de faisabilité définitive : six mois à compter de la date de signature de la Convention Mbalam.
- Bouclage du montage financier : douze mois après la signature (le 5 juin 2014, ndlr) du contrat EPC de construction des infrastructures.
- Début des travaux préliminaires sur les sites : fin 2014.
- Début des travaux de la mine : 2015.
- Début des travaux de construction des infrastructures ferroviaire et portuaire : 2015.
- Début de l'exploitation : Début 2019.

Source : Services du Premier ministre camerounais

laquelle son entreprise avait importé les gardiens de ses ouvrages d'Afrique du Sud. Occasion pour Serge Yanic Nana, Lead advisor du gouvernement camerounais, de préciser que dans les négociations, les emplois locaux ont été bien intégrés et l'aspect formation des cadres locaux aussi. Plus encore, les organisations syndicales y sont prises en compte, a-t-il indiqué.

Engagé dans un plan stratégique baptisé « Ambition 2.0. », le groupe portugais veut faire de l'Afrique le cœur de cible de son plan d'internationalisation. A la fin du premier trimestre 2013, il annonçait déjà qu'il avait engrangé à travers l'Afrique de nouveaux contrats d'un montant total estimé à 500 millions.

Selon le PDG du groupe, Gonçalo Moura Martins, Mota-Engil a atteint, avec les commandes enregistrées en Afrique en 2013, une vitesse de croisière sans précédent de ses activités en Afrique, lui donnant ainsi un avantage concurrentiel important sur un marché compétitif.

Créée en 1946, Mota-Engil est basée à Porto au Portugal. C'est une filiale de Mota Gestão e Participações, SGPS, SA. Ses résultats nets en 2013 ont augmenté de 24% à € 50,5 millions. Son chiffre d'affaires sur les marchés étrangers a dépassé 74% du total (2012 : 65%). Son chiffre d'affaires en Afrique et Amérique latine a grimpé à 35%. Son Ebitda (revenus avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations) en Afrique était de 244,2 millions d'euros contre 85,5 millions d'euros pour l'Europe et 35,5 millions d'euros pour l'Amérique latine.

**PROJET DE MBALAM**

Le projet de Mbalam-Nabeba est situé en Afrique centrale et comprendra une mine de minerai de fer au Cameroun et une autre au Congo, desservies par un réseau ferroviaire de 510 km traversant le Cameroun d'est en ouest jusqu'à un port en eau profonde sur la côte ouest du Cameroun, ainsi qu'une ligne de 71 km reliant Nabeba à Mbalam. Le projet produira de l'hématite à haute teneur (HHT) aussi appelée DSO (Direct Shipping Ore) pour au moins dix ans, jusqu'à épuisement des réserves. Ce projet passera ensuite à l'exploitation du minerai d'itabirite de moindre teneur et sous-jacent à la ressource à haute teneur, pour une période de 25 ans supplémentaires.

La société de droit camerounais Cam Iron SA a été immatriculée le 27 avril 2005 au registre du commerce et du crédit mobilier du Cameroun de Yaoundé. Son capital est réparti entre l'entreprise de droit australien Sundance Resources Ltd (SRL) [90%] et par HoldCo [10%], une entreprise de droit camerounais regroupant les actionnaires locaux. C'est elle qui détenait deux permis d'exploration sur les concessions prometteuses de Mbarga Hills qui avaient fait l'objet d'un levé magnétique par le Bureau de recherches géologiques et minières (BGRM) français dans les années 1960. Les accords du projet avec les gouvernements camerounais et congolais et les arrangements au niveau de l'ingénierie ont été finalisés à la fin 2012.

**Beaugas-Orain Djoyum**

# Standard Bank va mobiliser les financements

Standard Bank, première banque africaine avec une capitalisation boursière de 23 milliards $, s'est engagée le 5 juin 2014 à Yaoundé à mobiliser les financements pour la réalisation du projet d'exploitation de fer de Mbalam. Une convention a été signée ce jeudi à Yaoundé entre les responsables de la banque, le gouvernement camerounais et Sundance.

Selon Serge Yanic Nana, conseiller financier du gouvernement du Cameroun dans le projet de Mbalam et par ailleurs Lead advisor du Cameroun, « *Standard Bank va mobiliser le pool de tous les bailleurs internationaux qui participeront au projet* ». Dans l'étude de faisabilité définitive du projet, il est indiqué que celui-ci aura besoin d'un financement total de total de 4686 milliards de dollars $, dont 2019 milliards pour la seule construction de la ligne ferroviaire. Le chef de file des conseils du Cameroun explique que Cam Iron s'engage à réaliser un investissement d'environ 1500 milliards FCFA pour le chemin de fer et de 450 milliards FCFA pour le terminal minéralier. Elle réalisera aussi des infrastructures suivant un cahier de charges technique conforme aux standards internationaux et aux normes environnementales en vigueur au Cameroun. « *En effet, la Convention minière de Mbalam signée en novembre 2012 entre Cam Iron SA et l'Etat du Cameroun prévoyait la création de trois sociétés projet en charge des trois activités principales du projet intégré de Mbalam à savoir (i) MineCo pour l'activité minière, (ii) RailCo pour l'activité ferroviaire, et (iii) PortCo pour l'activité portuaire* », rappelle Serge Yanic Nana.

Cam Iron, la filiale camerounaise de Sundance devra également, sans contrepartie financière, restituer à l'Etat 100% des infrastructures ferroviaires et portuaires au terme de la durée des concessions de 25 ans. Serge Yanic Nana précise que « *les revenus cumulés de l'Etat, en moyenne sur 25 ans, seront de 300 milliards FCFA avec un peu moins de revenus les dix premières années (Phase I) et beaucoup plus de revenus les quinze dernières années (Phase II)* ». D'après le gouvernement camerounais, après cet intervalle, Cam Iron/Sundance et le gouvernement devront s'atteler à la négociation et la conclusion des autres instruments juridiques d'application de la Convention Mbalam, à l'instar de la Convention de conservation de l'Unité forestière d'aménagement UFA 10034, concédée en concession à Cam Iron ; l'instrument d'approbation sous forme législative des acquis de la Convention Mbalam ou encore l'Accord bilatéral Cameroun-Congo de transport transfrontalier des minerais.

Mota Engil, l'entreprise portugaise qui devra réaliser le chemin de fer, et Standard Bank d'Afrique du Sud devront effectuer leur due diligence, afin d'affiner la structuration financière du projet et de convenir d'un chronogramme optimiste de mobilisation effective des fonds nécessaires au démarrage des travaux sur le site. « *Le bouclage financier projeté devrait nécessiter entre six et neuf mois, à compter du 5 juin 2014, date de signature des conventions de concessions portuaire et ferroviaire et du contrat EPC* », affirme-t-on du côté de la Primature.

# INDUSTRIE

## La Socapalm annonce des bénéfices en hausse de près de 50% en 2013

D'après les états financiers que vient de publier la Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), cette entreprise agro-industrielle cotée à la Bourse des valeurs mobilières de Douala (DSX), a réalisé un résultat net après impôts de 5,167 milliards de francs CFA en 2013, contre 3,6 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de près de 50%.

En tenant compte des « *investissements prévus et de la situation de la trésorerie de la société* », apprend-on, le conseil d'administration de la Socapalm a recommandé aux actionnaires de distribuer un montant de 5,167 milliards de francs CFA au titre de dividende, soit 3388 FCFA par action « *avant retenue de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)* ».

Ce qui correspond, peut-on lire dans les états financiers de la Socapalm, à un dividende « *non dématérialisé* » de 2828,9 francs CFA (contre 1914 francs CFA en 2012) pour les actionnaires domiciliés au Cameroun et à l'étranger (hors France et hors IRCM : 16,5%) ; et de 2879,8 francs CFA (IRCM de 15%) pour les actionnaires domiciliés en France.

## Les bénéfices de Safacam dégringolent de près de 40% à fin 2013

La Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (Safacam), l'une des trois entreprises cotées à la Douala Stock Exchange (DSX), a achevé l'année 2013 sur une performance en forte baisse. En effet, apprend-on dans les états financiers publiés par Safacam, le résultat net comptable à fin 2013 a dégringolé de près de 40% à 2,871 milliards FCFA, contre 4,363 milliards FCFA l'année précédente.

Cette performance confirme les craintes déjà exprimées par les responsables de cette entreprise agro-industrielle à la fin du premier semestre 2013. « *Le second semestre 2013 devrait être plus difficile que le premier. Sur le marché de l'huile de palme, même si les prix sont maintenus, la baisse habituelle de la production en fin d'année ne permet pas d'envisager une activité aussi soutenue qu'au premier semestre* », avait prévenu le DG de l'entreprise, Yanick Vernet.

## Les pertes de la SEMC se sont accentuées en 2013, à 319 millions FCFA

Première entreprise camerounaise cotée à la Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du pays, la Société des Eaux Minérales du Cameroun (SEMC) se porte décidément très mal. Selon les états financiers de l'entreprise dont l'agence Ecofin a pris connaissance, la SEMC a achevé l'année 2013 avec un résultat net négatif à -319 millions de francs CFA, contre -50,5 millions de francs CFA à fin 2012.

La sonnette d'alarme avait déjà été tirée dans un rapport de l'assemblée générale de la SEMC du 28 juin 2013. Au cours de cette rencontre des actionnaires, il avait été révélé que l'entreprise avait perdu 11% des parts du marché de l'eau minérale au Cameroun, par rapport à l'année 2012, à cause de l'offensive de la concurrence. Notamment, celle de la société Source du pays (SP), qui a sérieusement influencé le marché de l'eau minérale au Cameroun en 2013 avec sa marque Supermont conditionnée en cinq et dix litres très bon marché.

leader du mois

# Alfred Forgwei Mbeng nommé DG du Chantier naval et industriel du Cameroun

Alfred Forgwei Mbeng est le nouveau directeur général du Chantier naval et industriel du Cameroun (CNIC). Il a été nommé à ce poste au terme d'un conseil d'administration extraordinaire de cette entreprise publique camerounaise tenu le 6 mai 2014 à Douala, la capitale économique du pays. Il remplace théoriquement à ce poste Bernard Bayiha, conseiller technique à la Société nationale des hydrocarbures, qui n'a jamais pris ses fonctions après sa nomination intervenue le 12 mars 2014.

Alfred Forgwei Mbeng, dont la nomination met ainsi un terme à ce qui s'apparentait jusqu'ici à un bras de fer entre le gouvernement camerounais (Ministère des transports) et la SNH, qui avait déjà contesté la nomination de Bernard Bayiha au poste de directeur général, hérite d'une entreprise en crise depuis l'arrestation de Zaccheus Forjindam, le tout premier DG de cette société d'Etat, condamné par la justice camerounaise pour détournements de deniers publics.

La nouvelle promotion d'un DG de nationalité camerounaise au CNIC met surtout un terme à l'assistance technique coréenne à la tête de cette entreprise publique.

**Sur un plan purement pratique, Alfred Forgwei Mbeng remplace au poste de DG du CNIC le Coréen Seoung Rok Yang (M. Bayiha n'a jamais pris fonction), nommé au mois d'avril 2012 et installé à la tête de cette entreprise publique industrielle le 9 octobre 2012.**

### *EXIT* LES CORÉENS !

Les difficultés du CNIC, qui revendique aujourd'hui un chiffre d'affaires d'environ 12 milliards de francs CFA, contre 40 milliards il y a une dizaine d'année, se traduisent par des tensions de trésorerie ayant occasionné des grèves des employés tout au long de l'année dernière. Ceux-ci réclamaient invariablement le payement d'arriérés de salaires.

La nouvelle promotion d'un DG de nationalité camerounaise au CNIC met surtout un terme à l'assistance technique coréenne à la tête de cette entreprise publique. Un partenariat qui a finalement produit très peu de résultats, mais occasionné davantage de tensions dans la maison. En effet, sur un plan purement pratique, Alfred Forgwei Mbeng remplace au poste de DG du CNIC le Coréen Seoung Rok Yang (M. Bayiha n'a jamais pris fonction), nommé au mois d'avril 2012 et installé à la tête de cette entreprise publique industrielle le 9 octobre 2012. Il a démissionné en mars 2013 à la suite des mouvements d'humeur à répétition qui ont ponctué son passage à la tête du Chantier naval.

Qualifié d'incompétent par certains de ses plus proches collaborateurs, Seoung Rok Yang avait atterri à la tête du CNIC après le limogeage de son compatriote, Moon Kwi-ho, qui avait fait les frais de divergences d'ordre stratégique avec le président du conseil d'administration de l'entreprise, Louis Claude Nyassa. En effet, a-t-on appris de bonnes sources, le Coréen militait pour que le yard pétrolier de Limbé, infrastructure stratégique que construit le CNIC, centre son action sur la construction navale, alors que le conseil d'administration préférait l'orienter vers la réparation navale sur la côte ouest-africaine.

**BRM**

# Participez à l'édification du Cameroun de demain

**Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun**

**Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement**

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

# INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID